

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 499

27 février 2008

SOMMAIRE

Baggins S.A.	23946	Landia Invest S.A.	23947
Benelux Partners S.A.	23906	Le Roi Holding S.A.	23947
BERENGER Investment S.A.	23950	Le Roi Holding S.A.	23948
Compagnie de Bourbon S.A.	23950	Major Securities Holding	23949
Conseils & Management Services S.à r.l.	23939	Media Management A.G.	23952
Domain Invest SA.	23912	Novator Finance Bulgaria S.à r.l.	23909
Edaf S.A.	23907	OCI Luxembourg S.à r.l.	23949
Ekima Holding S.A.	23909	Ostara Alpha S.à r.l.	23951
Elly SA	23935	Ostara Beta S.à r.l.	23951
EPP Colombia (Lux) S.à r.l.	23946	Panolux S.A.	23948
EPP Colombia (Lux) S.à r.l.	23946	QCP GCO Equity Investors S.à r.l.	23948
Eris Investissements S. à r.l.	23939	SBT Star Bulk & Tankers A.G.	23952
Fine Island S.A.	23952	Société de Services Fiduciaires S.à. r.l. ...	23947
Fund-Market Fund	23952	Steiner und Schmidt Gruppe S.A.	23906
Halong S.A.	23928	St James Investment S.A.	23947
Holdun S.A.	23950	Transports Meyers S.à r.l.	23906
IMAL GmbH	23949	US Trade S.A.	23927
International Food Company S.A.	23949	Vac Property One S.à r.l.	23951
		WestOptiFlex SICAV	23913

Steiner und Schmidt Gruppe S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 52.864.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 janvier 2008.

CRT REGISTER INTERNATIONAL Sàrl

International Tax Planners

Signature

Référence de publication: 2008021308/816/15.

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2008, réf. LSO-CM10752. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Benelux Partners S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 60.695.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 janvier 2008.

CRT REGISTER INTERNATIONAL Sàrl

International Tax Planners

Signature

Référence de publication: 2008021310/816/15.

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2008, réf. LSO-CM10754. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Transports Meyers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8814 Bigonville, 38, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 106.648.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 mai 2002

Les associés de la société à responsabilité limitée TRANSPORTS MEYERS, S.à r.l., réunis en Assemblée Générale Extraordinaire en date du 24 mai 2002, ont décidé, à l'unanimité, de prendre les résolutions suivantes:

- La démission de Monsieur Meyers Aloyse, demeurant à L-8814 Bigonville, 38, rue Principale, de son poste de gérant est acceptée.

- Monsieur Paul Meyers, qui accepte, devient donc gérant unique de la société.

Bigonville, le 24 mai 2002.

Pour extrait conforme

P. Meyers / A. Meyers

Associé / Associé

Référence de publication: 2008021306/801040/19.

Enregistré à Diekirch, le 6 février 2008, réf. DSO-CN00021. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080019614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Edaf S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8140 Bridel, 88C, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 69.595.

DISSOLUTION

L'an deux mille sept, le quatorze décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

1.- La société à responsabilité limitée GEROGEST s.à r.l., ayant son siège social à L-8140 Bridel, 88C, route de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 66.718, (matricule: 1995 24 05 406),

dûment représentée par son gérant Monsieur Maurice Elz, administrateur de société, demeurant professionnellement à L-8140 Bridel, 88, route de Luxembourg,

ici représenté par Monsieur Christian Dostert, employé privé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

2.- La société à responsabilité limitée B.C.B. - BUREAU CONSEIL EN BATIMENT S.à r.l., ayant son siège social à L-7670 Reuland, 19, Um Beschelchen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 55.310, (matricule: 1996 24 05 854),

dûment représentée son gérant Monsieur Serge Dentzer, qualifié ci-après,

ici représenté par Monsieur Christian Dostert, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

3.- Monsieur Serge Dentzer, ingénieur diplômé, né à Luxembourg, le 7 décembre 1964, célibataire, demeurant à L-7670 Reuland, 19, Um Beschelchen, (matricule: 1964 12 07 198),

ici représenté par Monsieur Christian Dostert, préqualifié, en vertu de d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

4.- La société anonyme CAYENNE HOLDING S.A., ayant son siège social à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 101.342,

dûment représentée par deux de ses administrateurs, à savoir:

Monsieur Gernot Kos, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, et

Monsieur Thierry Hellers, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg,

ici représentés par Monsieur Christian Dostert, préqualifié, en vertu de d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire et le notaire, resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit leurs déclarations:

I.- Que la société anonyme EDAF S.A., ayant son siège social à L-8140 Bridel, 88C, route de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 69.595, (matricule: 1999 22 09 391), a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 16 avril 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 524 du 9 juillet 1999,

et que les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Urbain Tholl, notaire de résidence à Mersch, en date du 28 juin 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1455 du 8 octobre 2002.

II.- Que le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (31,- EUR) chacune, entièrement souscrites et libérées.

III.- Que les sociétés comparantes sub 1) et 2) sont les propriétaires de toutes les actions de la société EDAF S.A.

IV.- Que la société anonyme EDAF S.A., (ci-après la «Société»), est actuellement encore propriétaire des droits et biens immobiliers suivants dans l'immeuble en copropriété dénommé UM IECKER NO 1, sis à L-7562 Mersch, 1, Um Iecker, inscrit au cadastre de la commune de Mersch, section G de Mersch, au lieu-dit: «auf dem Jecker», sous le numéro 554/5790, comme place (occupée), bâtiment en état futur d'achèvement, contenant 11,28 ares, à savoir:

- en propriété privative et exclusive:

- le lot vingt (020). désignation cadastrale 020 BA 00, savoir:

emplacement extérieur 020, faisant 3,345/1000 des parties communes de l'immeuble.

- le lot vingt et un (021), désignation cadastrale 021 BB 00, savoir:

emplacement extérieur 021, faisant 3,345/1000 des parties communes de l'immeuble.

- le lot vingt-deux (022), désignation cadastrale 022 BB 00, savoir:

emplacement extérieur 022, faisant 3,345/1000 des parties communes de l'immeuble.

- le lot vingt-quatre (024), désignation cadastrale 024 BC 00, savoir:
emplacement extérieur 024, faisant 3,345/1000 des parties communes de l'immeuble.
- en copropriété et indivision forcée:
treize virgule trois cent quatre-vingts/millièmes (13,380/1000) des parties communes, y compris le sol ou terrain.

Origine de propriété

V.- Que la Société est devenue propriétaire des emplacements sur lequel l'immeuble en copropriété ci-avant désigné a été érigé, suivant acte de vente, suivi d'une déclaration de command, reçus par le notaire instrumentant en date du 22 avril 1999, transcrits au premier bureau des hypothèques à Luxembourg, le 19 mai 1999, volume 1588, numéros 143 et 145.

Suivant acte de base avec règlement général de copropriété, reçu par le notaire soussigné le 14 mars 2005, transcrit audit bureau des hypothèques, le 25 avril 2005, volume 1918, numéro 97, l'immeuble dont s'agit a été soumis au régime de la copropriété.

VI.- Que, d'un commun accord des actionnaires, il est attribué:

- a) à Monsieur Serge Dentzer, préqualifié, le susdit lot vingt (020);
- b) à la société à responsabilité limitée GEROGEST s.à r.l., prédésignée, les susdits lots vingt et un (021), et vingt-deux (022); et
- c) à la société à responsabilité limitée B.C.B. - BUREAU CONSEIL EN BATIMENT S.à r.l., prédésignée, le susdit lot vingt-quatre (024).

VII.- Que, d'un commun accord des actionnaires, chaque lot est évalué à 5.000,- EUR, soit au total 20.000,- EUR.

VIII.- Que l'actionnaire GEROGEST s.à r.l. a payé une soulte d'un montant de cinq mille euros (5.000,- EUR) à la société CAYENNE HOLDING S.A., prédésignée.

IX.- Que ce montant a été payé avant la passation des présentes et hors la présence du notaire, ce dont quittance, avec renonciation à tout privilège et droit de résolution.

X.- Que les prédits actionnaires de la Société acceptent chacun les lots qui lui sont attribués ci-dessus et font en faveur des autres actionnaires tous abandonnements nécessaires et déclarent n'avoir plus aucune revendication généralement quelconque à faire valoir l'un contre l'autre.

XI.- Que les actionnaires ont décidé de dissoudre et de liquider la Société, qui a interrompu ses activités.

XII.- Que les actionnaires, en leur qualité de liquidateurs de la Société, déclarent qu'ils ont réglé tous les engagements et dettes de la Société.

XIII.- Qu'il est attesté que tout l'actif est dévolu aux sociétés comparantes et qu'elles assurent le paiement de toutes les dettes de la Société, même inconnues à l'instant.

XIV.- Que la liquidation de la Société est à considérer comme définitivement close.

XV.- Que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et au commissaire de la Société pour l'exécution de leurs mandats.

XVI.- Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des actionnaires de la Société.

XVII.- Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social à L-8140 Bridel, 88C, route de Luxembourg.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, résultant du présent acte sont à charge de la Société.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, ès qualités qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. Dostert, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 27 décembre 2007. Relation GRE/2007/5903. — Reçu 300 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 30 janvier 2008.

J. Seckler.

Référence de publication: 2008021282/231/106.

(080019701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Ekima Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité.
R.C.S. Luxembourg B 46.859.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille sept, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La société anonyme CHIPPO S.A.H., R.C.S. Luxembourg section B numéro 37.682, établie et ayant son siège social à L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité,

ici représentée par deux de ses administrateurs, à savoir:

- a) Monsieur Paul Lux, ingénieur commercial, demeurant à L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité;
- b) Madame Jacqueline Heynen, employée privée, demeurant à L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit ses déclarations:

1.- Que la société anonyme holding EKIMA HOLDING S.A., (ci-après la «Société»), ayant son siège social à L-8020 Strassen, 20, rue de la Solidarité, R.C.S. Luxembourg section B numéro 46.859, a été constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Mersch, en date du 10 février 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 228 du 10 juin 1994.

2.- Que le capital social était antérieurement fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions ayant eu une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune.

3.- Que la comparante est devenue propriétaire de toutes les actions de la Société et qu'en tant qu'actionnaire unique elle déclare expressément procéder à la dissolution de la Société, par reprise par elle de l'intégralité de l'actif et du passif de la Société.

4.- Que tout l'actif et le passif de la Société dissoute seront transmis à l'actionnaire unique.

5.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire de la Société pour l'exécution de leurs mandats.

6.- Qu'il a été procédé à l'annulation des actions de la Société dissoute.

7.- Que les livres et documents de la Société dissoute resteront déposés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège de la Société dissoute.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à six cent cinquante euros (650,- EUR).

Dont acte, fait et passé à Strassen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux représentants de la comparante, connus du notaire par nom, prénom, état et demeure, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. Lux, J. Heynen, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 décembre 2007. Relation GRE/2007/5939. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 30 janvier 2008.

J. Seckler.

Référence de publication: 2008021279/231/44.

(080019706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Novator Finance Bulgaria S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 85-91, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 108.264.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and seven, on the twenty-seventh day of December.

Before us Maître Martine Decker, notary residing in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

VALHAMAR GROUP LIMITED, a company, incorporated under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at Akara Building, 24 De Castro Street, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, registered with the International Business Companies' register under number 515296,

here represented by Ms. Maria Estebanez, legal counsel, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney issued in Reykjavik on December 13, 2007.

Such proxy, after signature *in varietur* by the proxyholder and by the undersigned notary will remain attached to the present minutes.

The appearing party has requested the notary to act that:

- on May 18, 2005 the COMPANY NOVATOR FINANCE BULGARIA Sàrl, having its registered office at L-2611 Luxembourg, 85/91, route de Thionville, was incorporated following a deed of Maître Joseph Elvinger, notary with residence in Luxembourg, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 1037 of October 14, 2005, and modified several times:

- on October 10th, 2005, following a deed of Maître Henri Hellinckx, notary then residing in Mersch, published in the said Mémorial C, number 236 of February 2nd, 2006,

- on October 17th, 2005, following a deed of the same notary, published in the said Mémorial C, number 273 of February 7th, 2006,

- on February 12, 2007, following a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, published in the said Mémorial C, number 729 of April 27th, 2007,

- the Company registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 108.264, has its registered office at L-2611 Luxembourg, 85/91, route de Thionville;

- the Company has an issued and paid up share capital of sixty-one million five hundred thousand euro (EUR 61,500,000.-) divided into (nine thousand three hundred and twenty-three (9,323) Class A shares, two thousand (2,000) Class B shares, two thousand (2,000) Class C shares, two thousand (2,000) Class D shares and two thousand (2,000) Class E shares, without designation of a par value;

- the appearing party is the sole owner of the total shares issued of the COMPANY NOVATOR FINANCE BULGARIA Sàrl;

- the activity of the company has ceased;

- the appearing party herewith declares the anticipated dissolution of the Company with immediate effect;

- the appearing party declares having full knowledge of the by-laws of the Company and is perfectly aware of the financial situation of the Company; as sole shareholder, the appearing party approves the intermediary accounts issued for the tax authorities within the context of the present dissolution;

- the appearing party, as liquidator of the COMPANY NOVATOR FINANCE BULGARIA Sàrl declares that all the liabilities of the COMPANY NOVATOR FINANCE BULGARIA Sàrl have been duly settled or booked;

- as sole shareholder, the appearing party is vested with all rights to the assets of the Company and as such, will settle all possible liabilities of the dissolved company; therefore the liquidation of the Company is to be considered done and closed down.

- full discharge is hereby granted to the managers for the execution of their mandates till to-date.

- the documents related to the dissolved company will be kept during a 5 year period at L-2611 Luxembourg, 85/91, route de Thionville.

Whereof the present deed is drawn up in Hesperange, in the notary's office, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French Text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, said person signed together with us, the Notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-sept décembre.

Par-devant Maître Martine Decker notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

VALHAMAR GROUP LIMITED, une société de droit des British Virgin Islands, ayant son siège social à Akara Building, 24 De Castro Street, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, immatriculée au registre des International Business Companies' sous le numéro 515296,

ici représentée par Madame Maria Estebanez, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration émise à Reykjavik le 13 décembre 2007,

laquelle procuration, après signature ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante a, par son mandataire, prié le notaire d'acter que:

- le 18 mai 2005, la société NOVATOR FINANCE BULGARIA Sàrl, ayant son siège social à L-2611 Luxembourg, 85/91, route de Thionville, a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1037 du 14 octobre 2005, modifiée à plusieurs reprises:

- le 10 octobre 2005, suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire alors de résidence à Mersch, publié audit Mémorial C, numéro 236 du 2 février 2006,

- le 17 octobre 2005, suivant acte reçu par le même notaire, publié audit Mémorial C, numéro 273 du 7 février 2006,

- le 12 février 2007, suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié audit Mémorial C, numéro 729 du 27 avril 2007,

- la Société immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 108.264, a son siège social à L-2611 Luxembourg, 85/91, route de Thionville;

- la Société a un capital social de soixante et un millions cinq cent mille euros (EUR 61.500.000,-), représenté par neuf mille trois cent vingt-trois (9.323) parts sociales de Classe A, deux mille (2.000) parts sociales de Classe B, deux mille (2.000) parts sociales de Classe C, deux mille (2.000) parts sociales de Classe D et deux mille (2.000) parts sociales de Classe E, sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées;

- la comparante est propriétaire de la totalité des actions de la société NOVATOR FINANCE BULGARIA Sàrl;

- l'activité de la Société a cessé;

- par la présente, la comparante prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

- la comparante déclare avoir pleinement connaissance des statuts de la Société et connaître la situation financière de la Société; elle approuve à titre d'associée unique les comptes intermédiaires préparés pour l'administration fiscale dans le cadre de la dissolution;

- la comparante, en sa qualité de liquidateur de la société NOVATOR FINANCE BULGARIA Sàrl, déclare que tout le passif de la société NOVATOR FINANCE BULGARIA Sàrl est réglé ou provisionné;

- l'associé unique est investi de tout l'actif et il réglera tout passif éventuel de la Société dissoute; partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée aux gérants pour leur mandat jusqu'à ce jour.

- les documents et pièces relatifs à la Société dissoute resteront conservés durant 5 ans à L-2611 Luxembourg, 85/91, route de Thionville.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu du notaire par nom et prénom, état et demeure, il a signé ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: M. Estebanez, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2008. Relation: LAC/2008/1662. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Sandt.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le mardi 29 janvier 2008.

M. Decker.

Référence de publication: 2008021280/241/114.

(080019703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Domain Invest SA., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 135.830.

DISSOLUTION

In the year two thousand and seven, on the seventeenth of December.

Before Us Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg).

Appeared:

The company STORFORD LIMITED, having its registered office in 6, Bath Street, Britannia Place, JE4 8XD, St-Hélier, Channel Islands,

represented by Mr. Alain Thill, private employee, residing professionally in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, such proxy having been signed ne varietur by the proxyholder and the notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, acting in his capacity, declared and requested the notary to act:

1.- That the private limited liability company RASMUS INTERNATIONAL S.à r.l., with registered office in L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activités Syrdall, R.C.S. Luxembourg section B number 99.870, has been incorporated by deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, on the 11 of March 2004, published in the Mémorial C number 516 of the 17th of May 2004, and whose articles of association have been modified by deed of the undersigned notary on the 21st of September 2007, published in the Mémorial C number 2757 of the 29th of November 2007.

2.- That the capital of the company RASMUS INTERNATIONAL S.à r.l. presently amounts to twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR), represented by one hundred (100) shares of a par value of one hundred and twenty-five Euro (125.- EUR) each.

3.- That the appearer is the holder of all the sharequotas of the company RASMUS INTERNATIONAL S.à r.l.

4.- That the appearing party has decided to dissolve and to liquidate the company RASMUS INTERNATIONAL S.à r.l. which has discontinued all activities.

5.- That the appearing party declares that he has taken over all the assets and liabilities of the company RASMUS INTERNATIONAL S.à r.l.

6.- That it is witnessed that the appearing party is vested with all the assets of the company and that the appearing party shall guarantee the payment of all liabilities of the company even if unknown at present.

7.- That the liquidation of the dissolved company RASMUS INTERNATIONAL S.à r.l. is to be construed as definitely terminated.

8.- That full and entire discharge is granted to the manager of the company for the performance of his assignment.

9.- That the corporate documents shall be kept for the duration of five years in L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activités Syrdall.

Costs

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of the present deed, is approximately valued at seven hundred and fifty Euro.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document after having been read, the above mentioned proxy signed with Us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A comparu:

La société STORFORD LIMITED, ayant son siège social au 6, Bath Street, Britannia Place, JE4 8XD, St-Hélier, Iles Anglo-Normandes,

représentée par Monsieur Alain Thill, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant,

restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, par son représentant susnommé, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- 1.- Que la société à responsabilité limitée RASMUS INTERNATIONAL S.à r.l, ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activités Syrdall, R.C.S. Luxembourg section B numéro 99.870, a été constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 septembre 2007, publié au Mémorial C numéro 2757 du 29 novembre 2007.
- 2.- Que le capital social s'élève actuellement à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.
- 3.- Que la comparante est l'associée unique de la prédite société RASMUS INTERNATIONAL S.à r.l.
- 4.- Que la comparante a décidé de dissoudre et de liquider la société RASMUS INTERNATIONAL S.à r.l, qui a arrêté ses activités.
- 5.- Que la comparante déclare avoir repris tous les éléments d'actifs et de passifs de la société RASMUS INTERNATIONAL S.à r.l.
- 6.- Qu'il est attesté que tout l'actif est dévolu à la comparante et qu'elle assure le paiement de toutes les dettes de la société, même inconnues à l'instant.
- 7.- Que la liquidation de la société RASMUS INTERNATIONAL S.à r.l. est à considérer comme définitivement close.
- 8.- Que décharge pleine et entière est donnée au gérant de la société pour l'exécution de son mandat.
- 9.- Que les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans à L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activités Syrdall.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de sept cent cinquante euros.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: A. Thill, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 décembre 2007. Relation GRE/2007/5951. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 30 janvier 2008.

J. Seckler.

Référence de publication: 2008021278/227/88.

(080019777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

WestOptiFlex SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 135.826.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendundsieben, am einundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Martine Schaeffer, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

1. WestLB INTERNATIONAL S.A. (Luxembourg), 32-34, bd. Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg vertreten durch Frau Alexandra Beining, Privatangestellte, beruflich ansässig in Luxemburg.

Die erteilte Vollmachte, ordnungsgemäß durch die Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleiben diesem Dokument beigelegt, um mit demselben einregistriert zu werden.

Die Erschienenen haben in Ausführung ihrer Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft, welche zwischen ihnen bestehen soll, wie folgt zu beurkunden:

A. Name, Sitz, Dauer und Gesellschaftszweck

Art. 1. Name. Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche nachfolgend Inhaber von ausgegebenen Anteilen werden, besteht eine Aktiengesellschaft (Société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'investissement à capital variable, SICAV) unter dem Namen WestOptiFlex SICAV (die «Gesellschaft» oder der «Fonds»).

Art. 2. Sitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Filialen, Tochtergesellschaften oder sonstige Niederlassungen können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland entsprechend der Entscheidung des Verwaltungsrates eingerichtet werden, keinesfalls jedoch in den Vereinigten Staaten von Amerika, ihren Territorien oder Besitztümern.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Niederlassungen oder Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig in das Ausland verlagert werden, bis die außergewöhnlichen Umstände beendet sind; solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben; die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Zeit errichtet.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens sowohl in Wertpapieren als auch in anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten und Finanzinstrumenten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das «Gesetz von 2002») jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet.

B. Gesellschaftskapital, Anteile, Nettoinventarwert

Art. 5. Gesellschaftskapital, Teilfonds und Anteilklassen. Das Gesellschaftskapital wird durch voll einbezahlte Anteile ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem Gesamtwert des Nettovermögens der jeweiligen Teilfonds gemäß Artikel 11 dieser Satzung entsprechen. Das Mindestkapital muss dem Gegenwert von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) entsprechen. Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) und ist in sechshundertundzwanzig (620) volle einbezahlte Anteile ohne Nennwert eingeteilt. Das Mindestgesellschaftskapital muss innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen nach Luxemburger Recht erreicht werden.

Die Jahresrechnungen der Gesellschaft werden in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro aufgestellt.

Die Anteile, welche an der Gesellschaft gemäß Artikel 7 dieser Satzung ausgegeben werden, können nach Wahl des Verwaltungsrates unterschiedlichen Klassen angehören.

Der Verwaltungsrat bildet für jede Anteilklasse oder für mehrere Anteilklassen (Anteilklasse oder Anteilklassen) in der im nachfolgenden Artikel 11 beschriebenen Art und Weise ein Portfolio von Vermögenswerten, welches einen Teilfonds (jeder ein «Teilfonds» und zusammen «Teilfonds») im Sinne von Artikel 133 des Gesetzes von 2002 darstellt. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jedes Portfolio von Vermögenswerten ausschließlich zugunsten der betreffenden Anteilklasse(n) angelegt. Die Gesellschaft stellt eine einzige Rechtsperson dar. Allerdings ist hinsichtlich Dritter, insbesondere im Verhältnis zu Gläubigern der Gesellschaft, jeder Teilfonds nur für die Verbindlichkeiten verantwortlich, die dem betreffenden Teilfonds zuzuordnen sind.

Der Verwaltungsrat kann jeden Teilfonds auf unbestimmte oder auf bestimmte Zeit errichten; in letzterem Falle kann der Verwaltungsrat die Laufzeit des entsprechenden Teilfonds nach Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Laufzeit einmal oder mehrere Male verlängern. Die Verkaufsunterlagen für Anteile der Gesellschaft werden die Laufzeit jedes Teilfonds und, so angebracht, seine Verlängerungen angeben. Nach Ablauf der Laufzeit eines Teilfonds wird die Gesellschaft alle Anteile der entsprechenden Anteilklasse(n) gemäß Artikel 9 dieser Satzung und unbeschadet der Bestimmungen gemäß Artikel 24 dieser Satzung zurücknehmen.

Zur Bestimmung des Kapitals der Gesellschaft wird das Nettovermögen, welches jeder Anteilklasse zuzuordnen ist, in Euro konvertiert, sofern es nicht bereits auf Euro lautet.

Art. 6. Anteile. Anteile an den jeweiligen Teilfonds lauten grundsätzlich auf den Inhaber.

1. Die Ausgabe der Anteile erfolgt in der Stückelung, wie sie vom Verwaltungsrat vorgegeben wird und sie werden auf ihrer Vorderseite den Vermerk enthalten, dass sie nicht an eine US-Person aus, oder mit Wohnsitz in, den Vereinigten Staaten von Amerika oder an amerikanische Staatsbürger oder an eine juristische Person, welche von oder für eine US-Person errichtet ist (entsprechend der Definition in Artikel 8 dieser Satzung), übertragen werden können.

Der Verwaltungsrat kann beschließen für einen Teilfonds zwei Anteilklassen A und B vorzusehen. Anteile der Klasse B berechtigen zu Ausschüttungen, während auf Anteile der Klasse A keine Ausschüttung erfolgt. Alle Anteile sind vom Tage ihrer Ausgabe in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Anteilklasse beteiligt. Sofern Anteilklassen gebildet werden, findet dies Erwähnung im Verkaufsprospekt.

Die Übertragung der Inhaberanteile erfolgt durch Übergabe der entsprechenden Anteilszertifikate. Globalzertifikate können nach Ermessen des Verwaltungsrates ebenfalls ausgegeben werden.

2. Anteilszertifikate werden durch zwei Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Die Unterschriften können handschriftlich erfolgen, gedruckt werden oder als Faksimile erstellt werden. Eine dieser Unterschriften kann durch eine hierzu

ordnungsgemäß durch den Verwaltungsrat ermächtigte Person geleistet werden; in diesem Fall muss sie handschriftlich erfolgen. Die Gesellschaft kann vorläufige Anteilszertifikate in einer vom Verwaltungsrat zu beschließenden Form ausgeben.

3. Anteile sind im Rahmen der gesetzlichen und satzungsmäßigen Bestimmungen frei übertragbar.

4. Die Gesellschaft kann beschließen, Anteilsbruchteile auszugeben. Solche Anteilsbruchteile verleihen kein Stimmrecht, berechtigen jedoch anteilig an dem der entsprechenden Anteilklasse zuzuordnenden Nettovermögen.

Es werden nur Zertifikate über ganze Anteile ausgegeben.

5. Sofern ein Aktionär zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Anteilszertifikat abhanden gekommen ist, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Aktionärs ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden; die Sicherheiten können in einer von einer Versicherungsgesellschaft ausgegebenen Schuldverschreibung bestehen, sind aber auf diese Form der Sicherheit nicht beschränkt. Mit Ausgabe des neuen Anteilszertifikates, welches als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Anteilszertifikat, welches durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Beschädigte Anteilszertifikate können von der Gesellschaft für ungültig erklärt und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Aktionär die Kosten für die Erstellung eines Duplikates oder eines neuen Anteilszertifikates sowie sämtliche angemessenen Auslagen, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und der Eintragung dieses Zertifikates oder im Zusammenhang mit der Ungültigerklärung des ursprünglichen Anteilszertifikates getragen wurden, auferlegen.

6. Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Anteil an. Sofern ein oder mehrere Anteile im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen, oder wenn das Eigentum an (einem) Anteil(en) strittig ist, kann die Gesellschaft, nach Ermessen des Verwaltungsrates und unter dessen Verantwortung, eine der Personen, welche eine Berechtigung an (einem) solchen Anteil(en) behaupten, als rechtmäßigen Vertreter dieses/dieser Anteile(s) gegenüber der Gesellschaft bestellen. Ist ein solcher Vertreter nicht bestellt, führt dies zu einer vorübergehenden Aufhebung der Ausübung aller Rechte an diesen Anteilen.

Art. 7. Ausgabe von Anteilen.

1. Der Verwaltungsrat ist jederzeit im vollen Umfang berechtigt, neue Anteile in jedem Teilfonds auszugeben, ohne jedoch den bestehenden Aktionären Vorzugsrechte hinsichtlich der Zeichnung der neuen Anteile zu gewähren.

2. Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Anteilausgabe limitieren. Er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Anteilklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden.

3. Die Ausgabe von Anteilen erfolgt grundsätzlich an dem im Verkaufsprospekt festgesetzten Bewertungstag. Ausgabepreis ist der gemäß Artikel 11 ermittelte Nettoinventarwert. Dieser Preis kann um einen Prozentsatz, der aus den geschätzten Kosten und Ausgaben, welche der Gesellschaft bei der Anlage des Emissionserlöses anfallen, besteht und um etwaige, vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegte, Verkaufsprovisionen erhöht werden. Der Ausgabepreis ist innerhalb einer vom Verwaltungsrat bestimmten Frist, die zwei Bankarbeitstage ab dem einschlägigen Bewertungstag nicht überschreiten darf, zu entrichten.

4. Der Verwaltungsrat kann jedem Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, leitenden Angestellten sowie jeder anderen ordnungsgemäß hierzu ermächtigten Person die Aufgabe übertragen, Zeichnungsanträge und Zahlungen auf den Anteilspreis neu auszugebender Anteile entgegenzunehmen sowie diese auszuhändigen.

Werden gezeichnete Anteile nicht bezahlt, kann die Gesellschaft deren Ausgabe stornieren und sich gleichzeitig das Recht vorbehalten, ihre Ausgabegebühren und -Provisionen zu verlangen.

5. Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den gesetzlichen Bedingungen nach Luxemburger Recht, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft (réviseur d'entreprises agréé) zwingend vorsehen, Anteile gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, unter der Bedingung, dass eine solche Lieferung von Wertpapieren der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds entspricht und innerhalb der Anlagebeschränkungen der Gesellschaft und der Anlagepolitik des entsprechenden Teilfonds erfolgt. Jegliche Kosten im Zusammenhang mit einer Sacheinlage von Wertpapieren sind von den jeweiligen Aktionären zu tragen.

6. Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit und ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Anteilen zeitweilig zu beschränken, auszusetzen oder endgültig einzustellen. Zahlungen auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge wird die Depotbank in solchen Fällen unverzüglich erstatten.

Sollte die Ermittlung des Anteilswertes aufgrund des Artikels 12 ausgesetzt werden, so werden während dieses Zeitraums keine Anteile ausgegeben.

Art. 8. Beschränkungen. Die Gesellschaft kann den Erwerb oder Besitz von Anteilen eines jeden Teilfonds durch natürliche oder juristische Personen verhindern oder einschränken, soweit nach Meinung der Gesellschaft ein solcher Erwerb oder Besitz den Interessen der Gesellschaft zuwider liefe, soweit ein solcher Erwerb oder Besitz eine Verletzung

Luxemburger oder ausländischer Rechtsgrundsätze zur Folge hätte oder soweit ein solcher Erwerb oder Besitz zur Folge hätte, dass die Gesellschaft anderen steuerlichen Regelungen unterworfen würde als solchen des Großherzogtums Luxemburg (diese Personen, Firmen oder Gesellschaften, die durch den Verwaltungsrat festgelegt werden, werden im Weiteren als «Verbotene Personen» bezeichnet).

Für diese Zwecke kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe von Anteilen und die Eintragung einer Anteilsübertragung verweigern, sofern diese Ausgabe oder diese Übertragung offenbar zur Folge hätten, dass die Anteile in das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Verbotenen Person übergehen; und

b) auf Gesellschafterversammlungen der Gesellschaft Verbotenen Personen das Stimmrecht verweigern; und

c) einen Aktionär zum Verkauf seiner Anteile auffordern und den Nachweis binnen dreißig (30) Tagen verlangen, dass dieser Verkauf nach dieser Aufforderung auch durchgeführt wurde, sofern die Gesellschaft den Eindruck hat, dass eine Verbotene Person allein oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer von Anteilen der Gesellschaft ist. Sofern der betreffende Aktionär dieser Verpflichtung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft die Gesamtheit der von diesem Aktionär gehaltenen Anteile zwangsweise zurückkaufen oder diesen Rückkauf veranlassen, wobei das nachfolgende Verfahren eingehalten wird:

(1) Die Gesellschaft leitet dem Aktionär, welcher die betreffenden Anteile besitzt, eine zweite Mitteilung («Rückkaufmitteilung», nicht anwendbar für U.S. Personen) zu, welche die zurückzukaufenden Anteile näher beschreibt sowie das Verfahren festlegt, nach dem der Rückkaufpreis bestimmt wird, und den Namen des Käufers angibt.

Jede solche Mitteilung wird dem Aktionär per vorfrankiertem Einschreibebrief an dessen letzte bekannte oder in den Büchern der Gesellschaft eingetragene Adresse zugestellt. Der betreffende Aktionär ist daraufhin verpflichtet, der Gesellschaft unverzüglich das oder die Anteilzertifikate, welche(s) die in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Anteile repräsentiert bzw. repräsentieren sollten auszuhändigen.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss des Tages, welcher in der Rückkaufmitteilung bezeichnet wird, ist der betreffende Aktionär nicht mehr Eigentümer der in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Anteile.

(2) Der Preis, zu welchem jedes dieser Anteile zurückgekauft werden soll (der «Rückkaufpreis»), entspricht einem auf der Grundlage des Nettoinventarwertes pro Anteil der betreffenden Anteilklasse an einem vom Verwaltungsrat für den Anteilsrückkauf der Gesellschaft bestimmten Bewertungstag, welcher dem Datum der Rückkaufmitteilung unmittelbar vorangeht oder der Einreichung des bzw. der Anteilzertifikat(es/e) über die in der Mitteilung bezeichneten Anteile unmittelbar nachfolgt, wenn anwendbar, ermittelten Betrag, wobei unter Berücksichtigung der in Artikel 9 aufgeführten Grundsätze der von beiden niedrigere Preis zugrunde gelegt wird und ein Abzug der dort vorgesehenen Provisionen erfolgt.

(3) Die Zahlung des Rückkaufpreises an den ehemaligen Eigentümer der betreffenden Anteile erfolgt regelmäßig in einer Währung, welche der Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises der Anteile der betreffenden Anteilklasse bestimmt und der entsprechende Betrag wird von der Gesellschaft zwecks Zahlung an den betreffenden Eigentümer bei einer Bank in Luxemburg oder im Ausland (entsprechend den Angaben in der Rückkaufmitteilung, wenn anwendbar) nach Bestimmung des definitiven Rückkaufpreises oder Einreichung des oder der in der Rückkaufmitteilung angegebenen Anteilzertifikat(es/e) einschließlich der noch nicht fälligen Dividendscheine hinterlegt. Unmittelbar nach Zustellung der Rückkaufmitteilung hat der ehemalige Eigentümer weder ein Anrecht auf die betreffenden Anteile oder Teile derselben noch einen Anspruch gegen die Gesellschaft oder ihre Vermögenswerte mit Ausnahme des Rechtes, den Rücknahmepreis (zinslos) bei der Bank nach tatsächlicher Rückgabe des oder der Anteilzertifikate, wie vor beschrieben, in Empfang zu nehmen. Sofern ein nach diesem Absatz fälliger Rückkaufpreis nicht innerhalb von fünf Jahren nach dem in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Datum zurückgefordert wurde, kann der entsprechende Betrag nicht mehr eingefordert werden und verfällt zugunsten der betreffenden Anteilklasse bzw. Anteilklassen. Der Verwaltungsrat ist in vollem Umfang berechtigt, zu entsprechender Zeit die notwendigen Maßnahmen zu ergreifen, um diesen Vorgang umzusetzen und um diesen im Namen der Gesellschaft zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der im vorliegenden Artikel übertragenen Befugnisse durch die Gesellschaft kann in keinem Falle mit der Begründung, dass das Eigentum einer bestimmten Person an den Anteilen nicht ausreichend nachgewiesen worden sei, oder dass die tatsächliche Eigentümerstellung an den betreffenden Anteilen anders war, als es der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rückkaufmitteilung, soweit anwendbar, erschien in Frage gestellt oder unwirksam gemacht werden, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse nach Treu und Glauben ausgeübt hat.

Der Begriff der Verbotenen Person gemäß der Verwendung in dieser Satzung umfasst weder Zeichner von Anteilen der Gesellschaft, welche im Zusammenhang mit der Gründung der Gesellschaft ausgegeben wurden und von diesen Zeichnern gehalten werden, noch Wertpapierhändler, welche diese Anteile mit dem Ziel ihres Vertriebes im Rahmen einer Anteilsausgabe durch die Gesellschaft erwerben.

U. S. Personen, wie in diesem Artikel beschrieben, können eine spezielle Kategorie von Verbotenen Personen darstellen.

Sofern die Gesellschaft den Eindruck hat, dass eine Verbotene Person eine US-Person ist, die entweder allein oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer von Anteilen ist, kann die Gesellschaft alle Anteile, die ein solcher Aktionäre hält zwangsweise ohne Aufschub zurückkaufen oder den sofortigen Rückkauf veranlassen. In diesem Fall ist die Rückkaufmitteilung, wie sie in obiger Klausel c) (1) beschrieben ist nicht anwendbar.

Soweit der Begriff «US-Person» in den Bestimmungen dieser Satzung verwendet wird, bezeichnet dieser jeden Bürger oder Einwohner der Vereinigten Staaten von Amerika sowie jede Gesellschaft oder Vereinigung, welche nach den Gesetzen eines Staates, Staatenbundes, Gebietes oder eines Besitztums der Vereinigten Staaten von Amerika organisiert oder gegründet wurde sowie jeden Besitz oder Trust, die kein solcher Besitz oder Trust sind, deren Einkünfte aus Quellen außerhalb der Vereinigten Staaten von Amerika nicht in das der amerikanischen Einkommenssteuer unterliegende Bruttoeinkommen einzubeziehen sind, sowie jede Firma, Gesellschaft oder andere Unternehmenseinheit, sofern das Eigentum daran, unabhängig von Staatszugehörigkeit, Wohnort, Sitz oder Aufenthalt nach den jeweils geltenden Bestimmungen des Einkommensteuerrechts der Vereinigten Staaten von Amerika einer oder mehreren US- oder sonstigen Personen oder anderen «US-Personen» gemäß Regulation S des United States Securities Act von 1933 oder gemäß den Bestimmungen des United States Internal Revenue Code von 1986, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen zugeordnet werden kann.

Art. 9. Rücknahme von Anteilen.

1. Jeder Aktionär kann jederzeit von der Gesellschaft, entsprechend den von dem Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die Anteile festgelegten Modalitäten und Verfahren sowie innerhalb der gesetzlichen Grenzen und der Grenzen dieser Satzung, die Rücknahme aller seiner Anteile oder eines Teils davon verlangen.

Der Verwaltungsrat kann hinsichtlich jeder Anteilklasse Beschränkungen bezüglich der Häufigkeit mit der Anteile zurückgenommen werden können einführen; der Verwaltungsrat kann insbesondere bestimmen, dass Anteile jeder Klasse nur an solchen Bewertungstagen, (jeder ein «Rücknahmetag», alle zusammen «Rücknahmetage») die in den Verkaufsunterlagen für die Anteile der Gesellschaft vorgesehen sind, zurückgenommen werden.

2. Die Rücknahme erfolgt zum Nettoinventarwert der Anteile der jeweiligen Anteilklasse, so wie dieser gemäß den Bestimmungen von Artikel 11 bestimmt wird, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Anteile. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

3. Aktionäre, welche die Rücknahme aller oder eines Teiles ihrer Anteile wünschen, müssen dies schriftlich entsprechend den in den Verkaufsunterlagen festgelegten Bedingungen beantragen. Dem Antrag sind gegebenenfalls die Anteilsertifikate in ordnungsgemäßer Form sowie alle erforderlichen Unterlagen im Hinblick auf die Rücknahme beizufügen.

4. Der Rücknahmepreis ist innerhalb eines vom Verwaltungsrat und/oder in den Verkaufsunterlagen angegebenen Zeitraumes zu zahlen.

5. Sollte aufgrund von Artikel 12 die Ermittlung des Anteilwertes ausgesetzt werden, so erfolgt keine Rücknahme der Anteile. Gemäß dem erwähnten Artikel kann der Verwaltungsrat bei umfangreichen Rücknahmeanträgen ferner beschließen, die Anteile erst nach Verkauf genügender Vermögenswerte und nach Eingang der entsprechenden Mittel zurückzunehmen, dies unter Berücksichtigung der Interessen aller Aktionäre. Nicht ausgeführte Rücknahmeanträge werden im Falle einer Aussetzung der Anteilswertermittlung am nächstfolgenden Bewertungstag vorrangig berücksichtigt.

6. Sofern aufgrund eines Rücknahmeantrages die Zahl der von einem Aktionär gehaltenen Anteile oder der Betrag des von einem Aktionär im Fonds angelegten Vermögens unter ein Minimum fällt, welches vom Verwaltungsrat zu bestimmen ist, kann der entsprechende Antrag als Antrag auf Rücknahme aller von diesem Aktionär gehaltenen Anteile angesehen werden. Nach Ermessen der Gesellschaft, behält sich diese das Recht vor, den Anteilsbesitz jedes vorhandenen Aktionärs der unter das Mindestkapitalanlageerfordernis pro Aktionär für eine Anteilklasse fällt, ohne Gebühr in eine andere einschlägige Klasse zu überführen.

7. Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Aktionär, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Aktionär aus dem Portefeuille der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Anteilklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 12) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Anteile zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenen Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Aktionäre der entsprechenden Anteilklasse(n) bestimmt, und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

8. Alle zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

Art. 10. Umtausch von Anteilen. Sofern nichts anderes durch den Verwaltungsrat für bestimmte Anteilklassen bestimmt wurde, ist jeder Aktionär berechtigt, einen Teil oder alle seine Anteile einer Anteilklasse in Anteile einer anderen Anteilklasse umzuwandeln.

Die Umwandlung von Anteilen von einer Anteilklasse in eine andere Anteilklasse wird mit Bezug auf den Nettoinventarwert pro Anteil der beiden Anteilklassen an dem nämlichen Bewertungstag berechnet.

Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit der Umwandlung, Beschränkungen festlegen, und er kann die Umwandlung nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Sofern die Zahl der von einem Aktionär in einer Anteilklasse gehaltenen Anteile oder der gesamte Anteilswert der von einem Aktionär in einer Anteilklasse gehaltenen Anteile aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Gesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag

als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Aktionär in einer solchen Anteilklasse gehaltenen Anteile behandelt wird. Anteile einer Anteilklasse werden nicht umgewandelt, sollte die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Anteil in dieser Klasse durch die Gesellschaft gemäß Artikel 12 dieser Satzung ausgesetzt sein.

Die Anteile, die in andere Anteile umgetauscht worden sind, werden entwertet.

Art. 11. Ermittlung des Nettoinventarwertes. Der Anteilswert jeder Anteilklasse wird in der Referenzwährung (entsprechend den Verkaufsunterlagen für die Anteile) des jeweiligen Teilfonds ausgedrückt und an jedem Bewertungstag durch Division der, der jeweiligen Anteilklasse zuzuordnenden Nettovermögenswerte des Gesellschaftsvermögens, d.h. des Wertes des entsprechenden Anteils der Vermögenswerte, abzüglich der jeder Anteilklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten an einem Bewertungstag, durch die Zahl der dann im Umlauf befindlichen Anteile unter Berücksichtigung der nachfolgend aufgeführten Bewertungsregeln bestimmt. Der Anteilswert kann auf die nächste Einheit der jeweiligen Währung, entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat, auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilswertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Anteil der, der jeweiligen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert sind, erfolgten, kann die Gesellschaft, im Interesse der Aktionäre und der Gesellschaft, die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen; in diesem Fall sind alle diesbezüglichen Zeichnungen und Rückkaufanträge auf Basis der zweiten Bewertung zu behandeln.

Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken auf Grund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen der Satzung Auskunft über die Situation des Fondsvermögens der Gesellschaft insgesamt gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Fondswährung umgerechnet.

Die Bewertung des Nettoinventarwertes der Anteile sämtlicher Teilfonds wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

a. alle Anleihen, Einlagezertifikate, Anteile, Aktien, Vorzugsaktien, Bezugsrechte, Wertpapiere, Geldmarktpapiere, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Optionsscheine, Optionen, Futures, Forwardkontrakte und andere Finanzinstrumente sowie sonstige Vermögenswerte, welche von dem Teilfonds gehalten oder zu seinen Gunsten erworben wurden;

b. alle Barmittel in Kassenbeständen oder Bankguthaben, welche von dem Teilfonds gehalten werden, einschließlich der hierauf angefallenen Zinsen;

c. angefallene Zinsen aus verzinslichen Vermögenswerten, welche von dem Teilfonds gehalten werden, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes enthalten sind;

d. sämtliche sonstigen Vermögenswerte des Teilfonds einschließlich im Voraus bezahlter Ausgaben;

e. alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge, (einschließlich des Entgelts für verkaufte aber noch nicht gelieferte Wertpapiere);

f. Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;

g. alle Anteile oder Aktien von Organismen für gemeinsame Anlagen;

h. alle auf eine verzinsliche Anlage im Eigentum der Gesellschaft angefallenen Zinsen mit Ausnahme des Umfangs, der im Hauptbetrag dieses Vermögenswertes enthalten oder wiedergegeben wäre;

i. nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Anteilen an der Gesellschaft;

j. alle anderen Vermögenswerte jeglicher Art und Natur, insbesondere im Voraus bezahlte Aufwendungen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

a. Der Wert aller Barmittel in Kassenbeständen oder Bankguthaben, fälligen Rechnungen, Forderungsmittelungen und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und wie oben beschrieben erklärten oder aufgelaufenen noch nicht erhaltenen Zinsen soll so behandelt werden, als entspräche er dem jeweils vollen Betrag. Ist der Erhalt oder die Bezahlung der vollen Summe unwahrscheinlich, ist ihr Wert nach Abzug eines für angemessen erachteten, Abschlages, der den tatsächlichen Wert wieder spiegelt, zu ermitteln.

b. Anteile an Zielfonds des offenen Typs werden zu dem von dem/r betreffenden Investmentfonds bzw. -gesellschaft, deren Verwaltungsgesellschaft oder von diesen beauftragten Dritten ermittelten offiziellen Rücknahmepreis oder zu einem inoffiziellen Rücknahmepreis (d.h. einem geschätzten Netto-Inventarwert der Zielfondsanteile), wenn dieser aktueller oder nach Auffassung der Verwaltungsrates marktgerechter als der offizielle Rücknahmepreis ist, bewertet. Der inoffizielle Rücknahmepreis kommt nur zur Anwendung, wenn dieser von der Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln bestimmt worden ist. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, sich ohne weitere Rückfragen und Nachforschungen auf die Richtigkeit der gelieferten Berechnungen des/r betreffenden Investmentfonds bzw. -gesellschaft, deren Verwaltungsgesellschaft oder des von diesen beauftragten Dritten zu verlassen, vorausgesetzt sie handelt nach Treu und Glauben. Die Bewertung auf der Basis eines inoffiziellen Rücknahmepreises der Zielfondsanteile ist endgültig, auch wenn sich nachträglich herausstellt, dass diese von der Bewertung, wie sie auf der Basis des offiziellen Rücknahmepreises berechnet worden wäre, abweicht.

Zielfondsanteile des geschlossenen Typs, einschließlich Exchange Traded Funds, die an einer Börse notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet. Falls solche Kurse nicht marktgerecht sind oder falls keine Kurse festgelegt werden, werden diese Zielfondsanteile zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln festlegt.

c. Wertpapiere, Geldmarktinstrumente und sonstige Vermögenswerte, die an einer Börse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für diese Vermögenswerte ist.

d. Der Wert von Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten und sonstigen Vermögenswerten, die auf einem anderen Geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist (ein «Geregelter Markt») gehandelt werden, wird auf der Grundlage des Abschlusskurses des vorausgehenden Geschäftstages, an diesem Geregeltem Markt, der gewöhnlich den Hauptmarkt dieser Vermögenswerte darstellt, ermittelt;

e. Nicht an Terminbörsen aber auf einem Geregelten Markt gehandelte Forwardkontrakte, Optionen und sonstige Finanzinstrumente werden zu ihrem Liquidationswert bewertet, wie er von dem Verwaltungsrat nach allgemein anerkannten Grundsätzen, unter Berücksichtigung der Grundsätze ordnungsgemäßer Buchführung, marktüblicher Gepflogenheiten und der Interessen der Aktionäre festgelegt wird, vorausgesetzt, dass die vorerwähnten Grundsätze jederzeit allgemein anerkannten, durch Wirtschaftsprüfer nachprüfbar bewertungsregeln entsprechen. Der Liquidationswert von Termingeschäften (Futures, Spots, u.a.) und Optionskontrakten, die an Börsen oder auf anderen Geregelten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der Abschlusskurse des vorausgehenden Geschäftstages dieser Kontrakte an Aktienbörsen und auf Geregelten Märkten, auf denen die betreffenden Termingeschäfte (Futures, Spots u.a.) und Optionskontrakte von der Gesellschaft gehandelt werden, bestimmt. Wenn ein Termingeschäft (Futures, Spots u.a.) oder Optionskontrakt an dem Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, nicht liquidiert werden konnte, wird der Liquidationswert dieses Kontraktes auf einer vom Verwaltungsrat für fair und angemessen gehaltenen Grundlage bestimmt.

Zinsswaps werden zu ihrem unter Bezug auf die relevante Zins-Struktur-Kurve bestimmten Marktwert bewertet. Andere Swaps werden nach fairem Marktwert bewertet, der nach Treu und Glauben den durch den Verwaltungsrat errichteten Vorgaben folgend und durch den Wirtschaftsprüfer anerkannt, ermittelt wird.

f. Die flüssigen Mittel werden zum Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet. Die auf Wertpapiere entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen, soweit sie sich nicht im Kurswert ausdrücken.

Festgelder mit einer Ursprungslaufzeit von bis zu 60 Tagen können zu ihrem jeweiligen Renditekurs bewertet werden.

g. Wertpapiere, Geldmarktinstrumente und Zielfondsanteile des geschlossenen Typs, die weder an einer Börse amtlich notiert, noch an einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden, werden ebenso wie alle anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln festlegt.

h. Alle auf eine andere Währung als die Fondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten verfügbaren Devisenmittelkurs in die Fondswährung umgerechnet. Wenn diese Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach den Grundsätzen von Treu und Glauben vom Verwaltungsrat oder mittels der vom Verwaltungsrat festgelegten Verfahren ermittelt.

i. Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht werden lassen, ist der Verwaltungsrat ermächtigt, zeitweilig andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

j. Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemesseneren Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

Sofern für einen Teilfonds zwei Anteilklassen gemäß Artikel 6 dieser Satzung eingerichtet sind, ergeben sich für die Anteilwertberechnung folgende Besonderheiten:

a. Die Anteilwertberechnung erfolgt nach den unter Absatz 1 dieses Artikels aufgeführten Kriterien für jede Anteilklasse separat.

b. Der Mittelzufluss aufgrund der Ausgabe von Anteilen erhöht den prozentualen Anteil der jeweiligen Anteilklasse am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds.

Der Mittelabfluss aufgrund der Rücknahme von Anteilen vermindert den prozentualen Anteil der jeweiligen Anteilklasse am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds.

c. Im Fall einer Ausschüttung vermindert sich der Anteilwert der ausschüttungsberechtigten Anteile der Anteilklasse B um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der Anteilklasse B am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds, während sich der prozentuale Anteil der nicht ausschüttungsberechtigten Anteilklasse A am gesamten Netto-Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds erhöht.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

a. sämtliche Kredite und fälligen Forderungen, welche dem Teilfonds zugeordnet werden;

b. sämtliche aufgelaufenen Zinsen aus Krediten des Teilfonds (einschließlich Kreditaufnahmekosten);

c. sämtliche fällige oder anfallenden Kosten (einschließlich Verwaltungsgebühren, Anlageberatungs- und Managementgebühren, Depotbankgebühren und sonstige Vertretergebühren), welche dem Teilfonds zugeordnet werden;

d. sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverbindlichkeiten auf Geld oder Sachwerte aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden des Teilfonds;

e. angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen und sonstige vom Verwaltungsrat genehmigten und angenommenen Rückstellungen, sowie Rücklagen als Vorsorge für sonstige Verbindlichkeiten des Teilfonds;

f. sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Bei Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche zu zahlenden Ausgaben in Betracht ziehen, welche Gründungskosten, Vergütungen der Anlageberater oder des Anlagemanagements, der Depotbank, der Domiziliar- und Verwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle, jeglicher Zahlstellen, sonstiger Vertriebsstellen und ständiger Repräsentanten in Vertriebsländern sowie sämtlicher sonstiger Zwischenstellen des

Teilfonds umfassen. Weiter kommen in Betracht die Tantiemen und Auslagen der Mitglieder des Verwaltungsrates, die angemessenen Reisekosten und Spesen im Zusammenhang mit Sitzungen des Verwaltungsrates der Mitglieder des Verwaltungsrates, Versicherungsprämien, Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen und Börsen in Luxemburg und in jeglichem anderen Land, Kosten und Honorare für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Werbekosten, Druckkosten, Berichts- und Veröffentlichungskosten einschließlich der Anzeigenkosten, Kosten für die Vorbereitung und Ausführung des Druckes und der Verteilung der Verkaufsprospekte, Informationsmaterial, regelmäßige Berichte, Steuern, Abgaben und ähnliche Belastungen, sämtliche sonstigen Ausgaben der täglichen Geschäftsführung, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bankgebühren, Brokerggebühren sowie Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und sonstige Kosten regelmäßiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche oder andere Perioden im Voraus ansetzen und kann diese in gleichen Raten über einen solchen periodischen Zeitraum zusammenfassen.

III. Die Vermögenswerte werden wie folgt zugeteilt

Der Verwaltungsrat wird einen Teilfonds für jede Anteilklasse errichten, und er kann hinsichtlich eines Teilfonds mehrere Anteilklassen nach dem folgenden Verfahren errichten.

a. Wenn mehrere Anteilklassen sich auf einen Teilfonds beziehen, werden die diesen Klassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam nach der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds angelegt, vorausgesetzt, dass der Verwaltungsrat berechtigt ist, innerhalb eines Teilfonds Anteilklassen so zu definieren, dass diese (i) eine spezifische Ausschüttungspolitik verfolgen, wie Berechtigung zu Ausschüttungen oder Nicht-Berechtigung zu Ausschüttungen, und/oder (ii) eine spezifische Verkaufs- und Rücknahmegebührenstruktur aufweisen und/oder (iii) eine spezifische Vermögensverwaltungs- oder Beratungsgebührenstruktur aufweisen und/oder (iv) eine spezifische Abtretungsstruktur hinsichtlich der Vertriebs-, Aktionärdienste- oder anderen Gebühren aufweisen und/oder (v) eine spezifische Währungsstruktur beinhalten und/oder (vi) der Nutzung verschiedener Absicherungstechniken um in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds die notierten Vermögenswerte und Gewinne in der Währung der jeweiligen Anteilklasse gegen Langzeitwährungsflektuationen ihrer Notierungswährung zu schützen und/oder (vii) irgendeinem anderen Wesensmerkmal, dass vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit in Übereinstimmung mit dem anwendbaren Recht bestimmt wird, entsprechen;

b. das Entgelt aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse wird in den Büchern der Gesellschaft dem Teilfonds zugeordnet, welcher für diese Anteilklasse errichtet wurde, und der entsprechende Betrag wird den Anteil am Nettovermögen des Teilfonds, welcher der auszugebenden Anteilklasse zuzuordnen ist, entsprechend erhöhen und Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen, welche den entsprechenden Anteilklassen zuzuordnen sind, werden dem jeweiligen Teilfonds nach den Bestimmungen dieses Artikels zugeschrieben;

c. Vermögenswerte, welche auch von anderen Vermögenswerten abgeleitet sind, werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds zugeordnet wie die Vermögenswerte, von welchen sie abgeleitet sind, und zu jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird die Werterhöhung oder Wertminderung dem entsprechenden Teilfonds zugeordnet;

d. sofern die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, welche im Zusammenhang mit einem bestimmten Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds oder im Zusammenhang mit einer Handlung bezüglich eines Vermögenswertes eines bestimmten Teilfonds steht, so wird diese Verbindlichkeit dem entsprechenden Teilfonds zugeordnet;

e. wenn ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Anteilklasse zuzuordnen ist, so wird dieser Vermögenswert bzw. diese Verbindlichkeit allen Anteilklassen im Verhältnis des Nettovermögens der entsprechenden Anteilklasse oder in einer anderen Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeteilt, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten und/oder als separates Pool von Vermögenswerten von einem Bevollmächtigten des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Anteilklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Anteile erfolgenden Einlagen und Auszahlungen, verändern wird;

f. nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre einer Anteilklasse wird der Nettovermögenswert dieser Anteilklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigem Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilswertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilswertes beauftragt, getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Aktionäre bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Anteile der Gesellschaft gemäß Artikel 9 dieser Satzung werden als bestehende Anteile behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt, und von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2. Auszugebende Anteile werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Anteile behandelt, und von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zugunsten der Gesellschaft;

3. alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilswertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet und

4. es gelten an jedem Bewertungstag folgende Grundsätze:

- Sofern die Gesellschaft die Verpflichtung zum Kauf eines Vermögenswertes eingegangen ist, so wird der Wert der zu erbringenden Gegenleistung für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der Wert des zu erwerbenden Vermögenswertes wird als Vermögenswert der Gesellschaft ausgewiesen;

- sofern die Gesellschaft sich verpflichtet hat, einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der Wert der Gegenleistung, welche die Gesellschaft für diesen Vermögenswert zu erhalten berechtigt ist, als Vermögenswert der Gesellschaft ausgewiesen und der zu liefernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft ausgewiesen.

Die vorstehenden Regeln stehen unter dem Vorbehalt, dass der Wert der vorerwähnten Gegenleistung bzw. des Vermögenswertes von der Gesellschaft geschätzt werden kann, sofern der genaue Wert oder die Art dieser Gegenleistung oder des Vermögenswertes an dem jeweiligen Bewertungstag nicht bekannt sind.

Art. 12. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Nettoinventarwertberechnung, sowie Ausgabe und Rücknahme von Anteilen.

1. Nettoinventarwert, Ausgabe- und Rücknahmepreis jeder Anteilklasse werden von der Gesellschaft oder einer von ihr beauftragten Stelle mindestens einmal monatlich, im Übrigen entsprechend der Festlegung durch den Verwaltungsrat berechnet, wobei dieses Datum oder dieser Zeitpunkt der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Anteil in dieser Satzung als «Bewertungstag» bezeichnet wird. Die Anteilswertberechnung erfolgt separat für jeden Teilfonds nach den in der Satzung festgesetzten Regeln.

2. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Bewertung der Nettovermögenswerte einer oder mehrerer Anteilklassen der Gesellschaft und die Bewertung pro Anteil sowie die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Anteilen zeitweilig einzustellen:

a. während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer Markt, wo ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte einer oder mehrerer Anteilklassen notiert ist oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse oder diesem Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

b. während der Zeit, in der die Anteilsbewertung von Zielfonds, in welchen ein wesentlicher Teil des Fondsvermögen des betreffenden Teilfonds angelegt ist, ausgesetzt ist;

c. in Notlagen, wenn eine oder mehrere Anteilklassen über Vermögenswerte nicht verfügen können, oder es für diesen oder diese Teilfonds unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen;

d. während einer Zeit, in welcher die gewöhnlich verwendeten Kommunikationsmittel oder Hilfsmittel für die Nettoinventarwertberechnung eines oder mehrerer Teilfonds oder für die Kursberechnung an den Börsen oder auf den Märkten auf denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds notiert ist oder gehandelt wird, unterbrochen sind.

e. sofern aus anderen Gründen die Preise von Vermögensanlagen der Gesellschaft, welche einer Anteilklasse zuzuordnen sind, nicht zeitnah und genau festgestellt werden können.

f. während einer Zeit, in welcher die Gesellschaft nicht in der Lage ist, die notwendigen Mittel aufzubringen, um auf Rücknahmen der Anteile der Anteilklasse Zahlungen vorzunehmen, oder während welcher der Übertrag von Geldern im Zusammenhang mit der Veräußerung oder dem Erwerb von Vermögensanlagen oder fälligen Zahlungen auf die Rücknahme von Anteilen nach Meinung des Verwaltungsrates nicht zu angemessenen Devisenkursen ausgeführt werden kann.

g. ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung einer Einladung zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zum Zwecke der Auflösung der Gesellschaft, eines Teilfonds oder von Anteilklassen oder zum Zwecke der Verschmelzung

der Gesellschaft oder eines Teilfonds oder zum Zwecke der Unterrichtung der Aktionäre von einem Beschluss des Verwaltungsrates, einen Teilfonds aufzulösen, zu annullieren oder Teilfonds zu verschmelzen.

Eine Aussetzung im Zusammenhang mit einer Anteilklasse wird keine Auswirkung auf die Berechnung des Anteilswertes, die Ausgabe, Rücknahme oder den Umtausch von Anteilen einer anderen Anteilklasse haben. Jeder Antrag für die Zeichnung, Rücknahme oder den Umtausch ist unwiderruflich, außer in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Anteilswertes.

3. Eine Mitteilung über Anfang und Ende dieser Aussetzungsperiode ist im Luxemburger Wort und, je nach Beschluss des Verwaltungsrats, in anderen Zeitungen zu veröffentlichen; des weiteren hat eine solche Mitteilung seitens des Fonds an die betroffenen Aktionäre zu erfolgen, d.h. an diejenigen, die einen Antrag auf Zeichnung oder Rücknahme von Anteilen der betroffenen Anteilklasse(n) eingereicht haben, für welche die Nettoinventarwertermittlung ausgesetzt wurde.

4. Der Verwaltungsrat kann jederzeit, insbesondere unter den Voraussetzungen des Artikels 8, Anteile zwangsweise zurückkaufen.

C. Verwaltung und Aufsicht

Art. 13. Der Verwaltungsrat.

1. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet. Die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Sie werden von der Gesellschafterversammlung für eine maximale Amtszeit von sechs Jahren gewählt. Die Gesellschafterversammlung wird außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und ihre Amtszeit bestimmen.

2. Verwaltungsratsmitglieder werden von der einfachen Mehrheit der in der Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Anteile gewählt.

3. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann ohne Angabe von Gründen von der Gesellschafterversammlung abberufen oder ersetzt werden.

4. In Zeiten der Vakanz eines Verwaltungsratspostens werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates zeitweilig diese Vakanz ausfüllen; die Aktionäre werden eine endgültige Entscheidung über die Nominierung bei der folgenden Gesellschafterversammlung treffen.

Art. 14. Verwaltungsratssitzungen.

1. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann einen Sekretär ernennen, der nicht ein Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Gesellschafterversammlungen schreiben und aufbewahren wird. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

2. Der Vorsitzende wird den Vorsitz bei den Sitzungen des Verwaltungsrates und bei den Gesellschafterversammlungen führen. In seiner Abwesenheit können die Gesellschafter oder die Verwaltungsratsmitglieder durch einfache Mehrheit ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder für Gesellschafterversammlungen auch jede andere Person zum Vorsitzenden bestimmen.

3. Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte und Geschäftsführer ernennen, soweit dies für die Geschäftsführung der Gesellschaft notwendig oder zweckmäßig ist. Solche leitenden Angestellten müssen weder Aktionäre der Gesellschaft noch Mitglieder des Verwaltungsrates sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in der vorliegenden Satzung werden solche leitende Angestellte Befugnisse in dem ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Umfang haben.

4. Außer in zu begründenden Notfällen müssen Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrates mindestens 24 Stunden im Voraus schriftlich erfolgen. Auf diese Einladung kann schriftlich durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel von allen Verwaltungsratsmitgliedern verzichtet werden. Eine Mitteilung ist nicht notwendig, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied bei der Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist. Eine Mitteilung ist auch nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Die schriftliche Einladung kann bei Übereinstimmung der Teilnehmer durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel erfolgen.

5. Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig.

6. Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen oder ähnliche Kommunikationsmittel, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig. Die Teilnahme an einer Sitzung im vorbezeichneten Sinne steht der physischen Teilnahme an einer solchen Sitzung gleich.

7. Der Verwaltungsrat ist beschluss- und handlungsfähig, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, es sei denn, der Verwaltungsrat legt andere Voraussetzungen fest.

8. Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufene Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

9. Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert; die Protokolle sind vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates zu unterzeichnen. Sie können in Rechtsangelegenheiten dem Beweise dienen, wenn sie vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind.

10. Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden.

11. Auf Veranlassung des Vorsitzenden oder eines Stellvertreters und im Einverständnis aller Mitglieder können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse). Das Verfahren des Umlaufbeschlusses ist nur zulässig, wenn sich die Gesamtheit der Mitglieder des Verwaltungsrates mit dem Inhalt der vorgeschlagenen Beschlüsse einverstanden erklärt. Als schriftliche Beschlussfassung im Sinne eines Umlaufbeschlusses gelten ebenfalls die Stimmabgabe per Brief, Telefax, Telegramm oder ähnlichem Kommunikationsmittel.

Art. 15. Interessenkonflikte. Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen. Dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds auf der nächstfolgenden\ Gesellschafterversammlung berichtet.

Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht werden kann, werden die Beschlüsse durch eine Mehrheit der nicht betroffenen Verwaltungsratsmitglieder, welche bei einer solchen Verwaltungsratsitzung anwesend oder vertreten sind, getroffen.

Kein Vertrag bzw. kein anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Prokuristen oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind. Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder anderweitig in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

Interessen im Sinne dieses Absatzes sind nicht solche Interessen, die Rechts- oder Geschäftsbeziehungen mit dem Anlageberater, der Depotbank oder sonstigen, vom Verwaltungsrat gelegentlich bestimmenden Personen betreffen.

Art. 16. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Art. 18 dieser Satzung auszuüben.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich durch das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich Ergänzungen («Gesetz von 1915») oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtswirksam durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder, durch die gemeinsame Unterschrift von leitenden Angestellten der Gesellschaft, durch die gemeinsame Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds und eines leitenden Angestellten der Gesellschaft oder der Person(en), die hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bestellen und/oder einzelne Delegierte mit bestimmten Aufgaben ernennen.

In Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 kann der Verwaltungsrat die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft und die Handlungsbefugnis im Rahmen des Gesellschaftszweckes auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen.

Solche Personen müssen weder Mitglied(er) des Verwaltungsrates noch Gesellschafter sein. Sie handeln im Rahmen der ihnen übertragenen Befugnisse. Die Übertragung auf ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung.

Ferner kann der Verwaltungsrat Vollmachten für einzelne Geschäftsbereiche und Sondervollmachten für Einzelgeschäfte an seine Mitglieder oder an Dritte erteilen.

Die Übertragung der hier beschriebenen Vertretungsmacht kann vom Verwaltungsrat jederzeit widerrufen werden.

Art. 17. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 18. Anlagepolitik. Der Verwaltungsrat ist befugt, auf der Grundlage des Prinzips der Risikostreuung, (i) die für jeden Teilfonds der Gesellschaft zu beachtenden Anlagepolitiken (ii) die Währungsabsicherungsstrategien für jede Anteilklasse innerhalb bestimmter Teilfonds und (iii) die Richtlinien der Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft,

unter Wahrung der Beschränkungen, die vom Verwaltungsrat unter Beachtung der anwendbaren Gesetze und Vorschriften festgesetzt wurden, zu bestimmen.

Die Anlagepolitik eines Teilfonds wird durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft festgelegt. Dieser Beschluss bedarf der Zustimmung der Aktionäre eines Teilfonds, die Anteile des betreffenden Teilfonds halten.

Der Verwaltungsrat kann im besten Interesse der Gesellschaft handelnd in der in den Verkaufsunterlagen beschriebenen Art und Weise entscheiden, dass (i) alle oder Teile der Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds auf einer getrennten Grundlage, zusammen mit anderen Vermögenswerten anderer Investoren, insbesondere anderen Unternehmen für gemeinsame Anlagen und/oder deren Teilfonds, verwaltet werden können, oder dass (ii) die gesamten Vermögenswerte oder Teile hiervon zweier oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft untereinander auf getrennter Grundlage gemeinsam verwaltet werden können.

Art. 19. Anlageverwalter. Der Verwaltungsrat kann eine oder mehrere Gesellschaften mit der Verwaltung der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds betrauen (eine solche Gesellschaft wird als Anlageverwalter bezeichnet). Der Anlageverwalter bestimmt, unter der Aufsicht und Verantwortung des Verwaltungsrates, über die Anlagen und Wiederanlagen der Vermögenswerte der Teilfonds für die er ernannt wurde. Der Anlageverwalter muss Anlagepolitik und Anlagegrenzen der Gesellschaft und des entsprechenden Teilfonds (welche in den Verkaufsunterlagen festgelegt sind) beachten.

Die Aufgaben des Anlageverwalters erstrecken sich im Rahmen der laufenden Geschäftsführung und unter der allgemeinen Kontrolle des Verwaltungsrates des Fonds namentlich, jedoch nicht ausschließlich auf den Kauf, den Verkauf, den Umtausch, die Zeichnung und die Übertragung von Wertpapieren und anderen Vermögensgegenständen und auf die Ausübung aller Rechte, die mit den Vermögenswerten des Fonds unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds zusammenhängen.

Zur Erfüllung seiner Aufgaben kann sich der Anlageverwalter auf eigene Kosten dritter natürlicher oder juristischer Personen bedienen sowie Anlageberater hinzuziehen.

Art. 20. Wirtschaftsprüfer. Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer geprüft, welcher von der Gesellschafterversammlung ernannt wird, und dessen Vergütung von der Gesellschaft zu entrichten ist.

Der Wirtschaftsprüfer wird alle Pflichten gemäß dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 wahrnehmen.

D. Gesellschafterversammlungen - Rechnungsjahr - Ausschüttungen

Art. 21. Rechte der Gesellschafterversammlung. Die Gesellschafterversammlung vertritt die Gesamtheit aller Aktionäre sämtlicher Teilfonds der Gesellschaft. Die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung in Angelegenheiten der Gesellschaft insgesamt binden alle Aktionäre sämtlicher Teilfonds. Die Gesellschafterversammlung verfügt über umfassende Kompetenzen, um Handlungen und Rechtsgeschäfte der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Art. 22. Verfahren der Gesellschafterversammlung.

1. Die Gesellschafterversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie kann auf Verlangen von Aktionären, die mindestens ein Zehntel der ausgegebenen Anteile halten, einberufen werden.

2. Die ordentliche Gesellschafterversammlung wird entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts jährlich an jedem zweiten Dienstag im Monat April um 10:00 Uhr und erstmals im Jahre 2009 am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung enthaltenen Ort abgehalten.

Sofern der erwähnte Tag ein gesetzlicher oder Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die ordentliche Gesellschafterversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

3. Weitere, außerordentliche Gesellschafterversammlungen können an Orten und zu Zeiten abgehalten werden, wie sie in der Einladung angegeben werden.

4. Die Aktionäre treten auf Einberufung des Verwaltungsrates zusammen. Die Einladung zu der Versammlung wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, in einer oder mehreren Luxemburger Zeitung(en) sowie in anderen Zeitungen, entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat, veröffentlicht. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre einberufen wird. In diesem Falle kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

5. Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und darin übereinstimmen, ordnungsgemäß geladen, sowie über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt zu sein kann die Gesellschafterversammlung ohne weitere Benachrichtigung abgehalten werden.

Um zu den Gesellschafterversammlungen zugelassen werden zu können, sind die Aktionäre verpflichtet, ihre Anteilskarten bei einem Institut, welches in der Einladung bezeichnet ist, wenigstens fünf Tage vordem Tag der Versammlung zu hinterlegen.

6. Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Gesellschafterversammlung erfüllt werden müssen.

7. Jeder Anteil berechtigt, unabhängig von der Anteilklasse zu einer Stimme im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Ein Aktionär kann sich bei jeder Gesellschafterversammlung durch eine schrift-

liche Vollmacht an einer andere Person, welche kein Aktionäre sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

8. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Gesellschafterversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 23. Gesellschafterversammlung in einem Teilfonds oder in einer Anteilklasse. Die Aktionäre der Anteilklassen im Zusammenhang mit einem Teilfonds können zu jeder Zeit eine Gesellschafterversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

Insbesondere sind die Aktionäre, die Anteile eines bestimmten Teilfonds halten, auch befugt, gemeinsam mit dem Verwaltungsrat der Gesellschaft über die Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds zu entscheiden. Dabei wird die Anlagepolitik eines Teilfonds durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft festgelegt. Dieser Beschluss bedarf der Zustimmung der Aktionäre, die Anteile des betreffenden Teilfonds halten.

Zudem können Aktionäre einer jeden Anteilklasse zu jeder Zeit Gesellschafterversammlungen hinsichtlich alle diese Klasse betreffenden spezifischen Angelegenheiten abhalten.

Die Bestimmungen in Artikel 22 sind auf solche Gesellschafterversammlungen analog anwendbar.

Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Aktionäre können persönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss, aber ein Mitglied des Verwaltungsrates sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden die Beschlüsse auf der Gesellschafterversammlung der Aktionäre eines Teilfonds mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Jeder Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher die Rechte der Aktionäre einer Anteilklasse im Verhältnis zu den Rechten der Aktionäre einer anderen Anteilklasse betrifft, unterliegt einem Beschluss der Gesellschafterversammlung der Aktionäre dieser Anteilklassen und der Berücksichtigung der Bestimmungen gemäß Artikel 68 des Gesetzes von 1915.

Art. 24. Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds oder Anteilklassen. Sofern aus irgendeinem Grund der Gesamtnettovermögenswert eines Teilfonds oder einer Anteilklasse innerhalb eines Teilfonds unter einen Wert gefallen ist oder diesen Wert nicht erreicht hat, wie er vom Verwaltungsrat als Mindestwert für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds oder dieser Anteilklasse festgesetzt wurde sowie im Falle einer wesentlichen Änderung im politischen, wirtschaftlichen oder monetären Umfeld oder im Rahmen einer Rationalisierung, kann der Verwaltungsrat beschließen, alle Anteile der entsprechenden Anteilklasse(n) zum Anteilswert (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und Realisierungskosten der Anlagen) des Bewertungstages, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurückzunehmen. Die Gesellschaft wird die Aktionäre vor dem Wirksamkeitszeitpunkt der Zwangsrücknahme durch Veröffentlichung in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen, entsprechend in Kenntnis setzen, soweit die Adressen solcher Aktionäre der Gesellschaft nicht bekannt sind. Vorbehaltlich einer anderweitigen Entscheidung im Interesse der Aktionäre oder zur Wahrung der Gleichbehandlung aller Aktionäre können die Aktionäre des betreffenden Teilfonds die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Anteile vor Wirksamwerden der Zwangsrücknahme weiterhin kostenfrei beantragen (allerdings unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und -kosten der Anlagen).

Unbeschadet der vorbeschriebenen Befugnisse des Verwaltungsrates kann eine Gesellschafterversammlung der Aktionäre einer oder aller an einem Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n) auf Vorschlag des Verwaltungsrates alle Anteile der betreffenden Anteilklasse(n) (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und -kosten der Anlagen) zum Anteilswert des Bewertungstages oder des Zeitpunktes, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurücknehmen und den Aktionären den Anteilswert ihrer Anteile ausbezahlen. Auf den Gesellschafterversammlungen der Aktionäre der betreffenden Teilfonds ist ein Anwesenheitsquorum nicht erforderlich und Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile gefasst.

Nach Abschluss der Liquidation eines Teilfonds verbleiben die Liquidationserlöse für Anteile, die nicht eingereicht wurden für eine Frist von höchstens sechs Monaten ab dem Datum des Abschlusses des Liquidationsverfahrens bei der Depotbank; danach werden die übrigen Liquidationserlöse bei der Caisse de Consignations hinterlegt.

Alle zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

Unter denselben Umständen, wie im ersten Absatz geschildert, kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds einem anderen bestehenden Teilfonds des Fonds oder einem anderen, nach den Bestimmungen gemäß Teil II des Gesetzes 2002 oder einem anderen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen («Neuer Teilfonds») zuzuteilen und die Anteile der betroffenen Anteilklasse(n) als Anteile einer anderen Anteilklasse (nach einer Aufteilung oder Konsolidierung, so erforderlich und der Auszahlung der Anteilsbruchteile an die Aktionäre) neu zu bestimmen. Diese Entscheidung wird in derselben Weise wie im ersten Absatz beschrieben, einen Monat vor ihrer Wirksamkeit veröffentlicht (und die Veröffentlichung wird Angaben zu dem Neuen Teilfonds enthalten), um den Aktionären während dieser Frist die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch ihrer Anteile zu ermöglichen.

Unbeschadet der vorstehend beschriebenen Befugnisse des Verwaltungsrates kann eine Gesellschafterversammlung der Aktionäre der an einem Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n) die Einbringung der diesem Teilfonds zuzuordnenden

Vermögenswerte und Verbindlichkeiten in einen anderen Teilfonds des Fonds beschließen, wobei für einen solchen Beschluss kein Anwesenheitsquorum erforderlich ist und die Verschmelzung mit der einfachen Mehrheit der auf einer solchen Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Stimmen beschlossen werden kann.

Die Einbringung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen, wie vorstehend im fünften Absatz beschrieben, erfordert den Beschluss der an dem betroffenen Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n), wobei ein Anwesenheitsquorum von 50% der ausgegebenen Anteile und eine Mehrheit von 2/3 der anwesenden oder vertretenen Anteile erforderlich sind, außer wenn die Verschmelzung mit einem Luxemburger Organismus für gemeinsame Anlagen des vertragsrechtlichen Typs (fonds commun de placement) oder einem ausländischen Organismus für gemeinsame Anlagen erfolgen soll, in welchem Falle der Beschluss nur die Aktionäre bindet, welche für die Verschmelzung gestimmt haben.

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt jeweils am 1. Januar eines Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 26. Ausschüttungen. Die Gesellschafterversammlung einer Anteilklasse im Zusammenhang mit einem Teilfonds wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag aus diesem Teilfonds zu verwenden ist und kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Anteilklasse kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre erfolgt gegen Vorlage des Ertragsscheins an die hierzu von der Gesellschaft bezeichneten Stellen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Jede Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung einfordert wurde, verfällt zu Gunsten des Teilfonds der entsprechenden Anteilklasse.

Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

E. Schlussbestimmungen

Art. 27. Depotbank.

1. Im Rahmen der gesetzlichen Erfordernisse wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in der derzeit gültigen Fassung abschließen.

2. Die Depotbank übernimmt die Verpflichtungen und die Verantwortlichkeiten entsprechend dem Gesetz vom 20. Dezember 2002.

3. Sofern die Depotbank aus ihrer Aufgabe ausscheiden möchte, wird sich der Verwaltungsrat bestmöglich bemühen, eine Nachfolgedepotbank innerhalb von zwei Monaten nach Bekanntgabe dieses Ausscheidens zu finden. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Depotbankbestellung beenden, die Depotbank aber nicht ihrer Funktion entheben, solange keine Nachfolgedepotbank bestellt wurde, um an deren Stelle tätig zu werden.

Art. 28. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Gesellschafterversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Gesellschafterversammlung vorgelegt. Die Gesellschafterversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen Anteile entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Gesellschafterversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Gesellschafterversammlung ohne Quorumfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen stimmberechtigten Anteile halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Netto-Gesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

Art. 29. Liquidation. Die Abwicklung der aufgelösten Gesellschaft wird einem oder mehreren Liquidatoren übertragen. Diese werden von der Gesellschafterversammlung mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde ernannt. Die Gesellschafterversammlung entscheidet auch über den Umfang ihrer Befugnisse und über ihre Vergütung. Zu Liquidatoren können natürliche oder juristische Personen bestellt werden.

Art. 30. Satzungsänderungen. Die vorliegende Satzung kann durch die Gesellschafterversammlung erweitert oder sonst abgeändert werden.

Änderungen unterliegen den Anwesenheits- und Mehrheitserfordernissen gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 1915.

Art. 31. Anwendbares Recht. Ergänzend zu den in vorliegender Satzung getroffenen Regelungen gelten das Gesetz von 1915 sowie das Gesetz vom 20. Dezember 2002 in der derzeit gültigen Fassung.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt ab der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2008.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

1. WestLB INTERNATIONAL S.A. (Luxembourg), 32-34, bd. Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg im Gegenwert von 620 Aktien

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung der Gesellschaft

Oben angeführte Gründungsgesellschafter, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, haben unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- Vorsitzender des Verwaltungsrates: Herr Norbert Lersch
- Stellvertretender Vorsitzender des Verwaltungsrates: Herr Stefan Schlicher
- Verwaltungsratsmitglieder: Herr Roman Weisskopf

Herr Frank Lendorf

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2009.

II. Gemäß Artikel 60 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich seiner Erweiterungen wird der Verwaltungsrat ermächtigt, die tägliche Geschäftsführung auf einzelne seiner Mitglieder zu übertragen.

III. Sitz der Gesellschaft ist 32-34, bd. Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

IV. Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung wird am 9. April des Jahres 2009 stattfinden.

V. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

Die Gesellschafterversammlung beschließt, PricewaterhouseCoopers S. à r. l. mit Sitz in 400, route d'Esch, L -1471 als Wirtschaftsprüfer zu ernennen, bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2009.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, welche dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt sind, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: A. Beining, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007. LAC/2007/43973. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 janvier 2008.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2008021271/5770/820.

(080019657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

US Trade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8290 Kehlen, 20, Domaine Brameschhof.

R.C.S. Luxembourg B 108.263.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008021264/1133/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2008, réf. LSO-CN00004. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080019858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Halong S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 135.821.

—
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the twenty-seventh of December.

Before Us Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

- 1) Mr. Serge Marion, private employee, residing professionally in L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
- 2) Mrs. Magali Zitella, private employee, residing professionally in L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

This appearing parties, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of an «public limited company» (société anonyme), which is hereby incorporated.

Art. 1. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a public limited company (société anonyme) in the form of a société anonyme, under the name of HALONG S.A. (the Company).

The Company is established for an undetermined period.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of the shareholders of the Company adopted in the manner required for the amendment of these Articles.

The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

Art. 2. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies and all other forms of investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures notes and other securities of any kind, as well as the management, control and development of such participations.

The Company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises in Luxembourg and abroad and may render them every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise.

The Company may lend and borrow with or without interests in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

The Company may carry out any other securities, financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with its objects and maintain a commercial establishment open to the public. It may also conduct all real estate transactions, such as buying, selling, development and management of real estate.

The Company may carry out its object directly or indirectly for itself or for the account of third parties, alone or in association, by making any operation which it deems useful for the attainment or development of its object or the object of corporations in which it has participations.

The Company may in general take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. The subscribed capital is set at thirty-one thousand euro (31,000.- EUR) consisting of three hundred ten (310) shares with a par value of one hundred euro (100.- EUR) each, entirely paid in.

The authorized capital is fixed at three hundred ten thousand euro (310,000.- EUR) consisting of three thousand one hundred (3,100) shares with a par value of one hundred euro (100.- EUR) per share.

The authorized and the subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in article 6 hereof.

Furthermore the board of directors is authorized, during a period of five years after the date of publication of these Articles, to increase from time to time the subscribed capital within the limits of the authorized capital. Such increased amount may be subscribed and issued with or without an issue premium, as the board of directors may from time to time determine. The board of directors is specially authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the Company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

The Company may, to the extent and under terms permitted by law redeem its own shares.

Art. 4. The shares may be registered or bearer shares, at the option of the holder.

The Company will recognize only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

Art. 5. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

Art. 6. The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the first Monday of May at 04.00 p.m.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law and by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or telefax.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the shareholders present and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles.

If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Luxembourg Official Gazette, the Mémorial, and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented.

However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders of the Company.

Any shareholder may participate in a meeting of the shareholders of the Company by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 7. The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three members except where it has been established at a general meeting of shareholders that the Company has a single shareholder, the board of directors may be constituted by a sole member until the ordinary general meeting following the establishment of the existence of more than one shareholder. In that case, the sole member of the board of directors of the Company assumes all powers conferred by the Law to the board of directors. The members of the board of directors need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

The directors shall be elected by the shareholders of the Company at the general meeting or as the case may be by a resolution of the sole shareholder of the Company. The shareholders of the Company or as the case may be the sole shareholder of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the general meeting of shareholders of the Company or as the case may be by a resolution of the sole shareholder of the Company.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders of the Company or as the case may be until the next resolution of the sole shareholder of the Company.

Art. 8. The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the general meeting of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place and at the time indicated in the notice of meeting.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax another director as his proxy.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of directors of the Company may also be passed by circulary means in writing, provided such resolution is preceded by a deliberation between the directors. Such resolution shall consist of one or several documents containing the decisions and signed by each and every director (résolution circulaire). The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Art. 9. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by the Luxembourg law dated August 10th, 1915 on commercial companies (the «Companies Law 1915») and by the Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of shareholders, to any member or members of the board, directors, managers or other officers who need not be shareholders of the company, under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

Art. 10. The Company shall be bound towards third parties by (i) the joint signatures of any two directors of the Company in all matters unless otherwise decided by the general meeting of the shareholders of the Company; or (ii) as the case may be, by the single signature of the single director; or (iii) the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been granted by the board of directors, but only within the limits of such power.

Insofar as daily management is concerned, the Company shall be legally bound towards third parties by the single signature of any person to whom daily management powers have been delegated.

Art. 11. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors, which may be shareholders or not. The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six years.

Art. 12. The accounting year of the Company shall begin on January 1st and shall terminate on December 31st of each year.

Art. 13. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company as stated in article 3 hereof or as increased or reduced from time to time as provided in article 3 hereof.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

In the event of partly paid shares, dividends will be payable in proportion to the paid-in amount of such shares.

Interim dividends may be distributed by observing the terms and conditions foreseen by law.

Art. 14. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the general meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 15. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Companies Law 1915.

Subscription and payment

The subscribers have subscribed a number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Subscribers	Subscribed capital EUR	Paid-in capital EUR	Number of shares
-------------	---------------------------	------------------------	---------------------

1) Mr. Serge Marion, prenamed:	15,500.-	15,500.-	155
2) Mrs Magali Zitella, prenamed:	15,500.-	15,500.-	155
Total:	31,000.-	31,000.-	310

Proof of such payments has been given to the undersigned notary, so that the amount of thirty-one thousand euro (31,000.- EUR) is as of now available to the Company.

Transitional provisions

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on the last day of December 2008.

The First Annual General Meeting shall be held in 2009.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately two thousand euro (EUR 2,000.-).

Resolutions

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote.

1. The number of directors is fixed at three (3) and the number of the statutory auditors at one (1).

2. Are appointed as directors:

- Mrs Nathalie Mager, employee, born in Longwy (France) on May 2nd, 1966, residing professionally in L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer;

- Mrs Helena Tonini-Di Vito, employee, born in Messancy (Belgium) on September 8th, 1968, residing professionally in L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer;

- Mr Serge Marion, president, employee, born in Namur (Belgium) on April 15th, 1976, residing professionally in L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

The mandate of the sole member or as the case may be of the board of directors shall expire immediately after the annual ordinary meeting of shareholders to be held in 2012.

2. To set at one (1) the number of statutory auditors and further resolves to appoint the following as statutory auditor: KOHNEN & ASSOCIES S. à r.l., registered with the Luxembourg Trade and Company's register under number B 114.190 and with registered office at L-2128 Luxembourg, 66, rue Marie-Adelaide.

The mandate of the statutory auditor shall expire immediately after the annual ordinary meeting of shareholders to be held in 2012.

3. To fix the address of the registered office of the company at L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of any divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-sept décembre.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

1) Monsieur Serge Marion, employé privé, demeurant professionnellement à L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer;

2) Madame Magali Zitella, employée privée, demeurant professionnellement à L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

Les parties comparantes ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme unipersonnelle qu'ils déclarent constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une Société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de HALONG S.A. (la Société).

La Société est constituée pour une durée indéterminée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société prise de la manière requise pour la modification des présents Statuts.

Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La Société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts et procéder à l'émission d'obligations.

La Société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle pourra également faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

La Société pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, entièrement libérées.

Le capital autorisé est fixé à trois cent dix mille euros (310.000,-EUR) représenté par trois mille cents (3.100) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts, ainsi qu'il est précisé à l'article 6 ci-après.

En outre le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date des présents Statuts dans le Mémorial C, autorisé à augmenter en temps qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites, du capital autorisé même par des apports autres qu'en numéraire. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration en temps qu'il appartiendra. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation.

La Société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 5. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 6. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la Société, ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le premier lundi du mois de mai à 16.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents Statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier les Statuts dans toutes ses dispositions ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée des actionnaires peut être convoquée, dans les formes statutaires, par des annonces insérées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'assemblée dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée des actionnaires délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblée des actionnaires, les résolutions pour être valables devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires de la Société.

Tout actionnaire peut participer aux assemblées générales des actionnaires de la Société par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Dans ce cas, le ou les actionnaires concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 7. La Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, à moins qu'il ait été établie durant une assemblée générale des actionnaires de la Société que la Société a un actionnaire unique, auquel cas le conseil d'administration pourra comprendre un membre unique jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui suivra l'établissement de l'existence de plus d'un actionnaire. Dans ce cas, l'administrateur unique de la Société assumera tous les pouvoirs conférés par la Loi au conseil d'administration. Les membres du conseil d'administration ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Les administrateurs seront élus par les actionnaires lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Société ou le cas échéant par décision du seul actionnaire de la Société. Les actionnaires de la Société ou le cas échéant le seul actionnaire de la Société déterminera (ont) également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société ou le cas échéant par décision du seul actionnaire de la Société.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de démission ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société ou le cas échéant jusqu'à la prochaine décision du seul actionnaire de la Société.

Art. 8. Le conseil d'administration peut choisir en son sein un président et un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de parité de voix, la voix du président sera prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration de la Société peut également être prise par voie circulaire pourvu qu'elle soit précédée par une délibération entre administrateurs. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil d'administration de la Société (résolution circulaire). La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Art. 9. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) ou que les Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 10. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la Société à moins qu'il n'en ait été décidé autrement par l'assemblée générale des actionnaires de la Société; ou (ii) le cas échéant, par la signature unique de l'administrateur unique; ou (iii) les signatures conjointes ou uniques de toute autre personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration de la Société et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

En ce qui concerne la gestion journalière, la Société sera légalement engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de toute personne à qui la gestion journalière aura été déléguée.

Art. 11. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années. Ils sont rééligibles.

Art. 12. L'exercice social de la Société commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 13. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 14. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi de 1915 et aux lois modificatives.

Souscription et libération

Les comparants ont souscrit un nombre d'actions et ont libéré en espèces les montants suivants:

Souscripteurs	Capital souscrit EUR	Capital libéré EUR	Nombre de actions
1) M. Serge Marion, prénommé:	15.500,-	15.500,-	155
2) Mme Magali Zitella, prénommée:	15.500,-	15.500,-	155
Total:	31.000,-	31.000,-	310

Preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve à l'entière disposition de la Société.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2008.

L'assemblée générale annuelle se tiendra pour la première fois en 2009.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de deux mille cents euros (EUR 2.000,-).

Résolutions

Les comparants ci-avant désignés, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que cette assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).

Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:

- Madame Nathalie Mager, employée privée, née à Longwy (France) le 2 mai 1966, demeurant professionnellement à L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer;

- Madame Helena Tonini-Di Vito, employée, née à Messancy (Belgique) le 8 septembre 1968, demeurant professionnellement à L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer;

- Monsieur Serge Marion, président, employé, né à Namur (Belgique) le 15 avril 1976, demeurant professionnellement à L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

Le mandat d'administrateur ou le cas échéant, des administrateurs se terminera lors de l'assemblée générale annuelle devant être tenue en 2012.

2. De fixer à un (1) le nombre de commissaires aux comptes et de nommer comme commissaire aux comptes:

KOHNEN & ASSOCIES S. à r.l, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 114.190 et ayant son siège social à L-2128 Luxembourg, 66, rue Marie-Adélaïde.

Le mandat du commissaire aux comptes se termine lors de l'assemblée générale annuelle devant être tenue en 2012.

3. De fixer l'adresse du siège social de la Société à L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une traduction française; à la requête de la même personne, en cas de divergence entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, elle a signé avec Nous notaire.

Signé: S. Marion, M. Zitella, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2007. LAC/2007/253. - Reçu 310 euros.

Le receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 2008.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2008021267/5770/398.

(080019631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Elly SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 135.807.

— STATUTS

L'an deux mille sept, le vingt et un décembre.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

1) Monsieur Claude Schmitz, Conseil Fiscal, domicilié professionnellement à Luxembourg, 2, avenue Charles De Gaulle; et

2) SOPASOG, une société de droit luxembourgeois établie au 2, avenue Charles de Gaulle, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

immatriculée au registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 129.790.

Ici représentée par Monsieur Claude Schmitz en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle restera annexée aux présentes.

Lesquels comparants, aux termes de la capacité avec laquelle ils agissent, ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il est établi une société anonyme, sous la dénomination de ELLY SA (la «Société»).

La Société peut avoir un associé unique ou plusieurs actionnaires. Tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique seulement qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la Société.

La Société ne pourra pas être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'associé unique.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ses participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement les sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut également agir comme gérant ou administrateur, responsable indéfiniment ou de façon limitée pour toutes dettes et engagements sociaux de sociétés en commandite ou de toutes autres structures sociétaires similaires.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon les cas, est autorisé à augmenter le capital social pour le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) à deux millions cinq cent mille euros (EUR 2.500.000,-), par la création et l'émission de vingt-quatre mille six cent quatre-vingt-dix (24.690) actions d'une valeur nominale de cent euros (€ 100,-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

En conséquence, le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon les cas est autorisé à :

- augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, par tranches successives ou encore par émission continue d'actions pour la conversion d'obligations convertibles en actions représentant le capital social;

- supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants pour la conversion, dans les limites du capital autorisé, des obligations convertibles;

En aucun cas des actions fractionnées ne peuvent être émises lors de la conversion. Chaque fraction d'action à laquelle le détenteur de l'obligation convertible aurait droit, devra être arrondie vers le bas à l'action immédiatement inférieure.

De plus, le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon les cas est autorisé à offrir des obligations convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon les cas déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toute autre condition y ayant trait.

Ces autorisations sont valables pour une période de cinq ans à partir de la publication au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations des présents statuts.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée dans le cadre du capital autorisé, et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article sera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon les cas ou par toute autre personne qu'il aura mandatée à ses fins.

Le capital souscrit et le capital autorisé de la Société pourront être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts sauf que le droit préférentiel de souscription des actionnaires quant à l'émission d'actions nouvelles doit être respecté en toutes circonstances, même en cas d'apport en nature.

La Société pourra, aux termes et conditions prévus par la loi, racheter ses propres actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. Tant que la Société a un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique seulement. Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'assemblée générale doit nommer au moins 2 (deux) nouveaux administrateurs en plus de l'administrateur unique en place. L'administrateur unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51 bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'assemblée générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant

jusqu'à la prochaine assemblée générale de la Société. En l'absence d'administrateur disponible, l'assemblée générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 7. Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915 telle que modifiée ou les présents statuts à l'assemblée générale, tombent sous la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique, selon les cas.

Art. 8. Le conseil d'administration doit désigner parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent. Le premier président sera exceptionnellement nommé par l'assemblée générale extraordinaire de constitution.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux conseils d'administration en désignant par écrit soit en original, soit par téléfax, câble, télégramme ou télex, un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à la réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du conseil d'administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du conseil d'administration peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion du conseil d'administration est retransmise en direct et (iv) les membres du conseil d'administration peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion du conseil d'administration par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Au cas où lors d'une réunion, il existerait une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Une résolution prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Les résolutions prises par l'administrateur unique auront la même autorité que les résolutions prises par le conseil d'administration et seront constatées par des procès verbaux signés par l'administrateur unique.

Art. 9. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil ou l'administrateur unique, selon le cas, peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 10. La Société sera engagée, en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la Société, ou (ii) selon le cas, par la signature de l'administrateur unique, ou (iii) par la signature unique de l'administrateur-délégué dans les limites de la gestion journalière ou (iv) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration ou l'administrateur unique selon le cas, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 11. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six années, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier octobre et se termine le trente septembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social commencera à courir du jour de la constitution de la prédite société, jusqu'au trente septembre deux mille huit.

Art. 13. Pour le cas où il n'y aurait qu'un seul actionnaire (l'associé unique), celui-ci exercera, au cours des assemblées générales dûment tenues, tous les pouvoirs revenant à l'assemblée générale des actionnaires en vertu de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires, lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et lorsqu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Chaque action donne droit à une voix.

Tout actionnaire de la Société peut participer à l'assemblée générale par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'assemblée générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'assemblée générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'assemblée générale est retransmise en direct et (iv) les actionnaires

peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'assemblée générale par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique selon les cas est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se tiendra de plein droit le premier vendredi du mois de mars à 9.00 heures et pour la première fois en deux mil neuf au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège social à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Souscription

Les statuts de la société ayant ainsi été établis, les comparants déclarent souscrire l'intégralité du capital comme suit:

	Actions
1. M. Claude Schmitz, précité	1
2. SOPASOG SA, précitée	<u>309</u>
Total:	310

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR. 31.000,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à EUR 1.500,- (mille cinq cents euros).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit, se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire. Après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social est fixé à 11 A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.
2. Le nombre des administrateurs est fixé à 3 (trois) et celui des commissaires à un (1).
3. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:

Monsieur Thierry Fleming, Expert-Comptable, né à Luxembourg, le 24 juillet 1948, domicilié professionnellement à Luxembourg, 2, avenue Charles De Gaulle.

Monsieur Claude Schmitz, précité, Conseil Fiscal, né à Luxembourg, le 23 septembre 1955, domicilié professionnellement à Luxembourg, 2, avenue Charles De Gaulle.

Monsieur Guy Hornick, Expert-Comptable, né à Luxembourg, le 29 mars 1951, domicilié professionnellement à Luxembourg, 2, avenue Charles De Gaulle.

4. Est nommé au poste de Président du conseil d'administration Monsieur Claude Schmitz, précité.

5. Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société AUDIEX S.A., avec siège social à Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 65.469.

6. Le mandat des administrateurs et du commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2013.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite aux comparants, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Schmitz, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2008, LAC/2008/168. — Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): R. Jungers.

Pour copie conforme délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 28 janvier 2008.

P. Bettingen.

Référence de publication: 2008021251/202/205.

(080019484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Conseils & Management Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 121.879.

Le bilan abrégé au 31 mai 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008021330/799/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 février 2008, réf. LSO-CN00769. - Reçu 40 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Eris Investissements S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 135.812.

—
STATUTES

In the year two thousand and eight, on the eleventh of January.

Before Ms Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

FORTIS BANQUE LUXEMBOURG S.A., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-2951 Luxembourg, 50, avenue J. F. Kennedy, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 6 481, here represented by Mrs Josiane Meissener, employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg on 10 January 2008.

Said proxy, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated.

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) by the name of ERIS INVESTISSEMENTS S. à r.l. (the Company).

Art. 2. Corporate object. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant security interests, grant loans or otherwise assist, in whatever form and manner, the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may borrow in any form and privately issue bonds, including profit participating bonds.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the manager/board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at GBP 10,000.- (ten thousand pound sterling), represented by 100 (one hundred) shares having a nominal value of GBP 100.- (one hundred pound sterling) per share each.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used, amongst others, to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) will apply.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company to an end.

Art. 12. Management. The Company is managed by one or more managers. Each manager shall be assigned an individual signatory power. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of any member of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, any manager, may sub-delegate their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the delegating manager will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In the case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In the case of plurality of managers, written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any manager individually. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

Art. 13. Liability of the manager(s). The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. General meetings of the shareholders. An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 15. Shareholders' voting rights, quorum and majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 16. Financial year. The Company's year starts on the 1 February and ends on 31 January of each year.

Art. 17. Financial statements. Each year, with reference to 31st January, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 19. Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Companies Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

Art. 21. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and Payment

All shares have been subscribed as follows:

	Shares
FORTIS BANQUE LUXEMBOURG S.A., prenamed: one hundred shares	100
Total:	100

All shares and the share premium have been fully paid-up by contribution in cash, so that the sum of GBP 11,000.- is at the free disposal of the Company; evidence of which has been given to the undersigned notary.

An amount of GBP 10,000.- (ten thousand pound sterling) is allocated to the share capital and an amount of GBP 1,000.- (one thousand pound sterling) is allocated to the legal reserve.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 January 2009.

Estimate of costs

For the tax registration purposes, the share capital is estimated at EUR 13,207.- (exchange rate on January 11th, 2007: GBP 1.- = EUR 1.3207).

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,800.- (one thousand eight hundred euro).

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation, the shareholders representing the entire subscribed capital of the Company have herewith adopted the following resolutions:

1. The number of managers is set at 3 (three). The meeting appoints as managers of the Company for an unlimited period of time:

- Mr Pascal Hobler, professionally residing at 50, avenue Kennedy, L-2951 Luxembourg, born in Metz (France) on 24 March 1968;

- Mrs Liliane Poitiers, professionally residing at 50, avenue Kennedy, L-2951 Luxembourg, born in Luxembourg (Luxembourg) on 16 March 1963; and

- Mr Nicholas Ogden, professionally residing at 50, avenue Kennedy, L-2951 Luxembourg, born in Northampton (Great Britain) on 16 May 1958.

2. The registered office is established at 68-70, boulevard de la Petrusse, in L-2320 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

In witness whereof We, the undersigned notary, have set our hand and seal on the date and year first hereabove mentioned.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le onze janvier.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

FORTIS BANQUE LUXEMBOURG S.A., une société de droit luxembourgeois, avec siège social à L-2951 Luxembourg, 50, avenue J. F Kennedy, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 6.481, ici représentée par Madame Josiane Meissener, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 10 janvier 2008.

Ladite procuration, après paraphe ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ladite partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Nom. Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de ERIS INVESTISSEMENTS S. à r.l. (ci-après, la Société).

Art. 2. Objet social. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par la vente, par échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations ainsi que la réalisation d'investissements dans des propriétés immobilières.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou sûretés à ou assister autrement, sous quelque forme que ce soit, des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission privée d'obligations, y compris à celle d'obligations participatives.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-duché de Luxembourg par simple décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant/conseil de gérance.

La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à la somme de GBP 10.000,- (dix mille livres sterling), représenté par 100 (cent) parts sociales d'une valeur nominale de GBP 100,- (cent livres sterling) chacune.

En sus du capital social, la Société peut détenir un compte de prime d'émission, sur lequel seront versées les primes d'émission payées en sus de la valeur nominale des actions. Le montant détenu sur ce compte de prime d'émission peut être utilisé, entre autres, pour alimenter la réserve légale.

Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 15 des présents statuts.

Art. 7. Participation aux bénéfices. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre de parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Parts sociales indivisibles. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Transfert de parts sociales. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non associés doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) doivent être respectées.

Art. 10. Rachat de parts sociales. La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 15 des statuts sont d'application.

Art. 11. Décès, interdiction, faillite ou déconfiture des associés. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Chaque gérant se verra attribuer un pouvoir de signature individuel. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 12.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la seule signature d'un membre quelconque du conseil de gérance

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, tout gérant pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le gérant qui délègue déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée par tout gérant. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants présents au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. Assemblée générale des associés. Une assemblée générale annuelle de l'associé unique ou des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée.

D'autres assemblées générales de l'associé unique ou des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation.

Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions de l'associé unique ou des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

Art. 15. Droits de vote des associés, quorum et majorité. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} février et se termine le 31 janvier de chaque année.

Art. 17. Comptes annuels. Chaque année, au 31 janvier, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 18. Distribution des bénéfices, réserves. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 19. Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Commissaire aux comptes - réviseur d'entreprises. Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, la Société doit être contrôlée par un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de 25 (vingt-cinq) associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé si l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable.

Art. 21. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites par:

	Parts sociales
FORTIS BANQUE LUXEMBOURG S.A., susmentionnée: cent parts sociales	100
Total:	100

Toutes les parts sociales, ainsi que la prime d'émission, ont été intégralement libérées par apport en espèces, de sorte que la somme de GBP 11.000,- (dix mille livres sterling) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Un montant de GBP 10.000,- (dix mille livres sterling) est alloué au capital social de la Société et un montant de GBP 1.000,- (mille livres sterling) est alloué à la réserve légale.

Dispositions Transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 janvier 2009.

Evaluation des frais

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à EUR 13.207,- (taux de change du 11 janvier 2007: GBP 1,- = EUR 1,3207).

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement EUR 1.800,- (mille huit cents euros).

Assemblée générale constitutive

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés préqualifiés représentant la totalité du capital souscrit ont pris les résolutions suivantes:

1. Les membres du conseil de gérance sont au nombre de 3 (trois). Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

- Mr Pascal Hobler, dont l'adresse professionnelle se trouve au 50, avenue Kennedy, L-2951 Luxembourg, né à Metz (France) le 24 mars 1968;

- Mrs Liliane Poitiers, dont l'adresse professionnelle se trouve au 50, avenue Kennedy, L-2951 Luxembourg, née à Luxembourg (Luxembourg) le 16 mars 1963; et

- Mr Nicholas Ogden, dont l'adresse professionnelle se trouve au 50, avenue Kennedy, L-2951 Luxembourg, né à Northampton (Grande Bretagne) le 16 mai 1958

2. Le siège social de la société est établi au 68-70, boulevard de la Pétrusse à L-2320 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui connaît et comprend la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

En foi de quoi Nous, notaire soussigné, avons apposé notre signature et sceau le jour de l'année indiquée ci-dessus.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. Messener, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2008, LAC/2008/2246. — Reçu 72,80 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 janvier 2008.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2008021212/5770/364.

(080019553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

EPP Colombia (Lux) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 82.627.

Le bilan modifié au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2008.

Pour EPP COLOMBIA (LUX) S.à.r.l.

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.

Signature

Référence de publication: 2008021333/536/16.

Enregistré à Luxembourg, le 29 janvier 2008, réf. LSO-CM09803. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Baggins S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 104.335.

Le bilan de liquidation au 31 octobre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2008.

Pour BAGGINS S.A.

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.

Signature

Référence de publication: 2008021334/536/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2007, réf. LSO-CL03186. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

EPP Colombia (Lux) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 82.627.

Le bilan modifié au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2008.

Pour EPP COLOMBIA (LUX) S.à.r.l.

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.

Signature

Référence de publication: 2008021335/536/16.

Enregistré à Luxembourg, le 29 janvier 2008, réf. LSO-CM09805. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

St James Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 115.730.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2008.

Pour ST JAMES INVESTMENT S.A.

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.

Signature

Référence de publication: 2008021336/536/15.

Enregistré à Luxembourg, le 29 janvier 2008, réf. LSO-CM09802. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Landia Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 111.775.

Constituée par-devant Maître Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 11 novembre 2005, acte publié au Mémorial C no 377 du 21 février 2006. Les statuts ont été modifiés par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 19 décembre 2006, acte publié au Mémorial C n° 706 du 25 avril 2007.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LANDIA INVEST S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008021338/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2008, réf. LSO-CM10522. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Société de Services Fiduciaires S.à. r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 117.941.

Le bilan abrégé au 31 mai 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008021332/799/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 février 2008, réf. LSO-CN00765. - Reçu 40 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Le Roi Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 32.370.

Constituée par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire alors de résidence à Dudelange (Grand-Duché de Luxembourg) et maintenant à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 7 décembre 1989, acte publié au Mémorial C no 156 du 10 mai 1990. Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par-devant Maître

Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) en date du 19 octobre 2005, acte publié au Mémorial C no 320 du 13 février 2006.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LE ROI HOLDING S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008021340/29/19.

Enregistré à Luxembourg, le 30 janvier 2008, réf. LSO-CM10310. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Le Roi Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 32.370.

Constituée par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire alors de résidence à Dudelange (Grand-Duché de Luxembourg) et maintenant à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 7 décembre 1989, acte publié au Mémorial C no 156 du 10 mai 1990. Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) en date du 19 octobre 2005, acte publié au Mémorial C no 320 du 13 février 2006.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LE ROI HOLDING S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008021341/29/19.

Enregistré à Luxembourg, le 30 janvier 2008, réf. LSO-CM10311. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Panolux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 47.887.

Constituée par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 2 juin 1994, acte publié au Mémorial C no 393 de 1994. Le capital a été converti en Euros en date du 14 mars 2002, acte publié au Mémorial C n° 975 en date du 26 juin 2002.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PANOLUX S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008021342/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 30 janvier 2008, réf. LSO-CM10312. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

QCP GCO Equity Investors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 111.760.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

B. Zech.

Référence de publication: 2008021040/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2008, réf. LSO-CN00343. - Reçu 24 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080019877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

OCI Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 99.672.

Constituée par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 20 février 2004, acte publié au Mémorial C no 477 du 6 mai 2004. Les statuts ont été modifiés par-devant le même notaire en date du 13 mai 2004, acte publié au Mémorial C no 842 du 17 août 2004.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour OCI LUXEMBOURG S.à r.l.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008021339/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2008, réf. LSO-CM10496. - Reçu 24 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080019454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

MSH, Major Securities Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 48.984.

Constituée par-devant M^e Jacques Delvaux, notaire alors de résidence à Esch-sur-Alzette, et maintenant à Luxembourg, en date du 29 septembre 1994, acte publié au Mémorial C no 22 de 1995. Les statuts ont été modifiés par-devant le même notaire en date du 27 octobre 1994, acte publié au Mémorial C no 61 de 1995.

Le bilan au 31 décembre 1997 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MAJOR SECURITIES HOLDING, en abrégé MSH

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008021343/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 30 janvier 2008, réf. LSO-CM10326. - Reçu 22 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080019510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

IMAL GmbH, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 13.873.

International Food Company S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 33.357.

CLOTURE DE LIQUIDATION

Par jugement du 24 janvier 2008, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième section, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations dans la liquidation

de la société IMAL GmbH (n° R.C.S B13.873), ayant eu son siège social à L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre

de la société INTERNATIONAL FOOD COMPANY SA (n° R.C.S B33.357), ayant eu son siège social à L-1145 Luxembourg, 6, rue des Aubépines.

Pour extrait conforme

M^e K. Ladka

Le liquidateur

Référence de publication: 2008019940/6533/20.

Enregistré à Luxembourg, le 28 janvier 2008, réf. LSO-CM09332. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080017357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2008.

Compagnie de Bourbon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 77, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 97.520.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008021347/766/12.

Enregistré à Luxembourg, le 28 janvier 2008, réf. LSO-CM09419. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Holdun S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 55.565.

Extraits des résolutions de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 6 décembre 2007

1. M. Alain Heinz, expert-comptable, né le 17 mai 1968 à F-Forbach, domicilié professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, et M. Bob Faber, expert-comptable, né le 15 mai 1964 à Luxembourg, domicilié professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, ont été reconduits dans leur mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes au 31 décembre 2007.

2. M. Charles Meyer, expert-comptable, né le 19 avril 1969 à Luxembourg, domicilié 121, avenue de la Faïencerie professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, a été nommé en tant que nouvel administrateur en remplacement de M. Eric Bernard, dont le mandat n'a pas été reconduit.

3. La société INTERAUDIT S.à r.l., ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 119, avenue de la Faïencerie, R.C.S. Luxembourg B 29.501, a été reconduite dans son mandat de commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes au 31 décembre 2007.

Pour extrait sincère et conforme

Pour HOLDUN S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008021348/6341/24.

Enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2008, réf. LSO-CM05379. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

BERENGER Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 112.202.

Par décision du Conseil d'administration, tenu le 18 janvier 2008 à 14.00 heures à Luxembourg, il a été décidé:

- d'accepter la démission de Madame Carine Agostini, née le 27 avril 1977 à Villerupt (France), résidant professionnellement à L-1724 Luxembourg au 19-21, boulevard du Prince Henri, de sa fonction d'administrateur avec effet immédiat.

- de coopter comme nouvel administrateur, avec effet immédiat, Madame Manuela D'Amore, employée privée, née le 4 mars 1972 à Rome (Italie), résidant professionnellement à L-1724 Luxembourg au 19-21, boulevard du Prince Henri, son mandat ayant le même échéance que celui de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BERENGER INVESTMENT S.A., Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2008021360/24/18.

Enregistré à Luxembourg, le 4 février 2008, réf. LSO-CN00495. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Ostara Beta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 128.018.

Le siège social d' OSTARA HOLDINGS S.à r.l., associée de la Société, a été transféré au 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg.

Luxembourg, le 7 janvier 2008.

Pour avis sincère et conforme

A. Heinz

Gérant unique

Référence de publication: 2008021352/6341/16.

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2008, réf. LSO-CM10722. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Ostara Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 128.016.

Le siège social d' OSTARA HOLDINGS S.à r.l., associée de la Société, a été transféré au 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg.

Luxembourg, le 7 janvier 2008.

Pour avis sincère et conforme

A. Heinz

Gérant unique

Référence de publication: 2008021353/6341/16.

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2008, réf. LSO-CM10721. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Vac Property One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 115.405.

Le siège social de VAC HOLDINGS S.à r.l., associée de la Société, a été transféré au 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg.

Luxembourg, le 7 janvier 2008.

Pour avis sincère et conforme

A. Heinz

Gérant unique

Référence de publication: 2008021354/6341/16.

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2008, réf. LSO-CM10719. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Fund-Market Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 133.040.

Le rapport annuel révisé au 30 septembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'Administration
BANQUE DE LUXEMBOURG
M.-C. Mahy-Dubourg
Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2008021303/7/15.

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2008, réf. LSO-CM10785. - Reçu 42 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

SBT Star Bulk & Tankers A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 67.968.

Le bilan au 31 décembre 2006 et les documents y relatifs ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008021673/317/13.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2008, réf. LSO-CN00091. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Fine Island S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 22, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 104.179.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008021585/680/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2008, réf. LSO-CM10514. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.

Media Management A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 12, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 111.276.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008021586/680/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2008, réf. LSO-CM10519. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080019456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2008.